

# INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 275  
31 octobre 1988

**Union  
soviétique**  
De la *perestroïka*  
aux fronts  
populaires

**COLOMBIE**  
Non au  
"dialogue national"

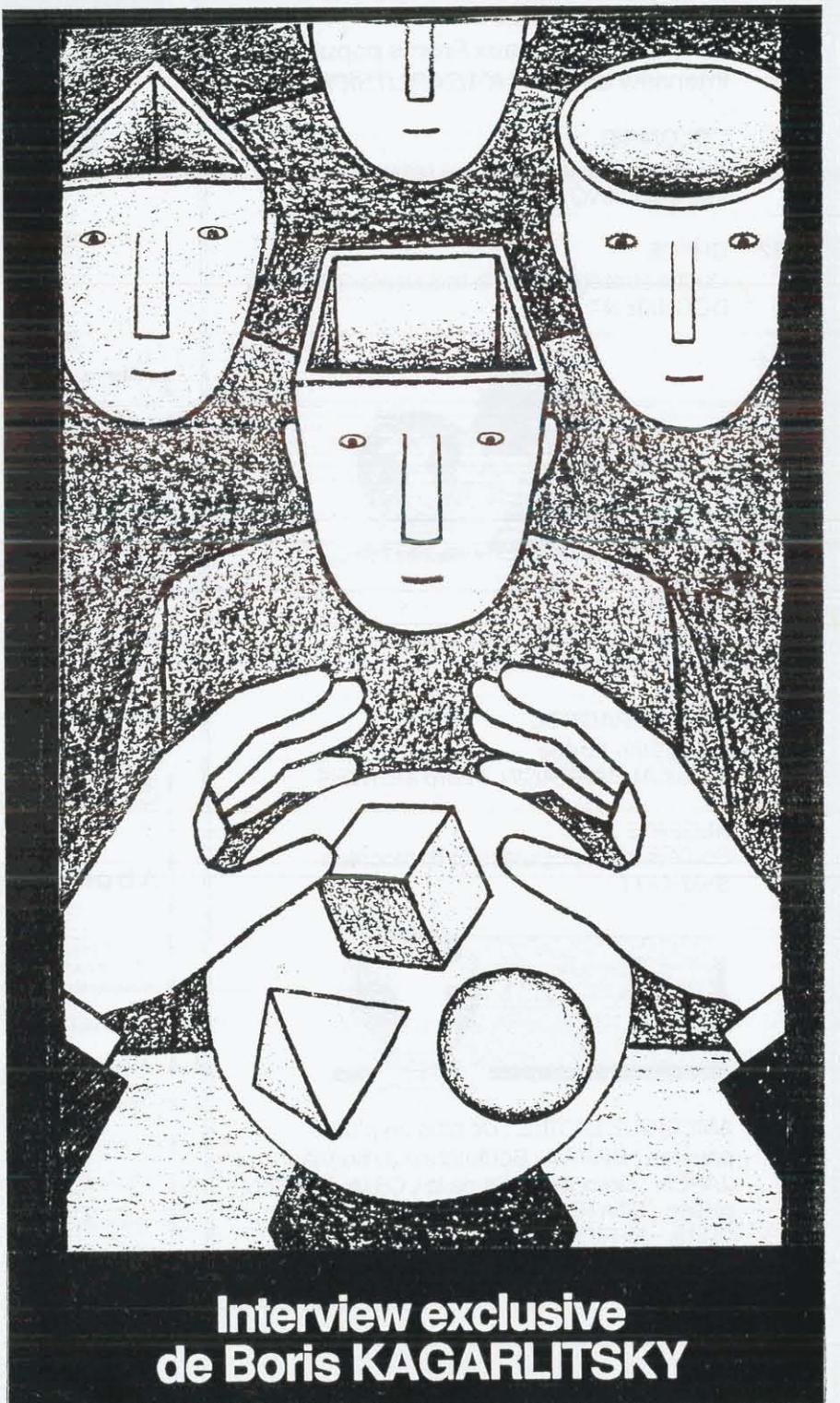
**ETAT ESPAGNOL**  
Scénario économique

**ALGERIE**  
Soulèvement  
populaire



**SENEGAL**  
Les élections  
truquées de Diouf

15 FF - 4 FS - 85 FB



**Interview exclusive  
de Boris KAGARLITSKY**

# INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Editée par Presse-Edition-Communication (PEC) .  
Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

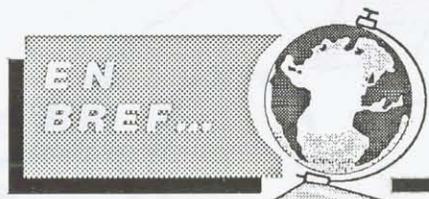
Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

## SOMMAIRE DU NUMERO 275 DU 31 octobre 1988

- 3 UNION SOVIETIQUE  
De la *perestroïka* aux Fronts populaires  
Interview de *Boris KAGARLITSKY*
- 8 COLOMBIE  
A *Luchar* face au "dialogue national"  
*Manuel CANOTAS*
- 12 GRECE  
Quelle stratégie pour le mouvement femme?  
DOCUMENT
- 14



- 16 SENEGAL  
Les élections truquées de Diouf  
*Amadou GUIRO*
- 21 ETAT ESPAGNOL  
L'austérité fardée  
*Jesus ALBARRACIN, Pedro MONTES*
- 23 ALGERIE  
Soulèvement populaire et démocratie  
*Saïd AKLI*



- 26 AMERIQUE LATINE : De plus en plus pauvres ; DEBAT : Boukharine à l'honneur ; JAPON : Deux militants de la LCR toujours en prison ; ETATS-UNIS : Justice pour Mark Curtis ; AFRIQUE : La peste des déchets ; EUROPE : Conférence automobile.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.



## ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune .....

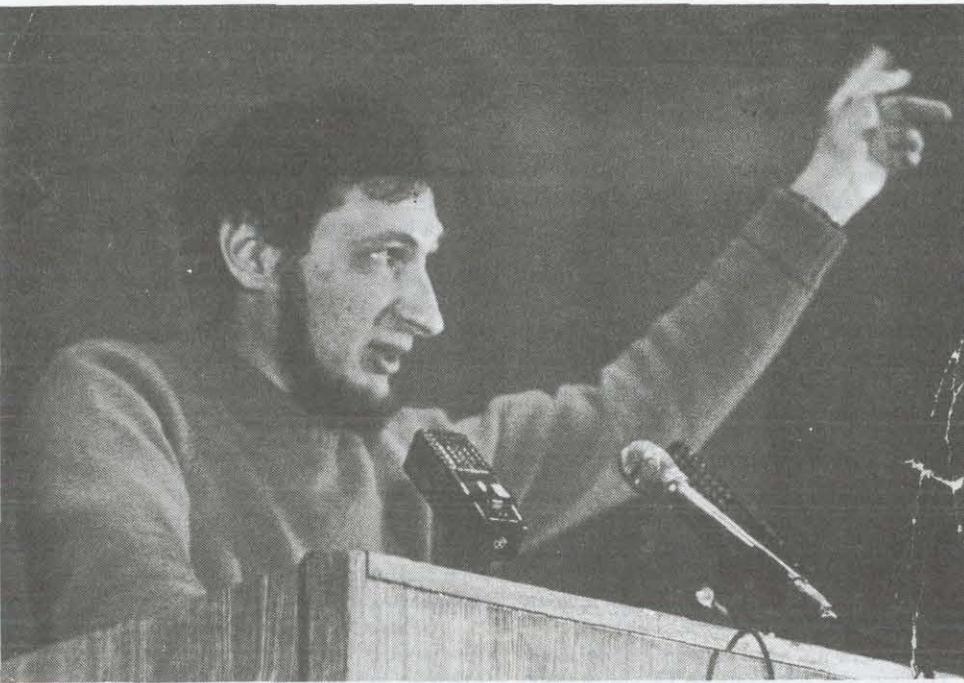
Code postal..... Pays.....

Abonnement  Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.  
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.  
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :  
140 francs pour six mois ; 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :  
155 francs pour six mois ; 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :  
180 francs pour six mois ; 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :  
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :  
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :  
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire  
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -  
Tél : 45.32.06.23



## UNION SOVIETIQUE

# De la *perestroïka* aux Fronts populaires

**BORIS KAGARLITSKY, 30 ans, sociologue de l'art, est un des co-responsables du samizdat *Levoï Povorot* (Tournant gauche) et animateur du Club d'initiatives socialistes à Moscou. Il a été un des initiateurs du regroupement d'associations informelles qui ont donné naissance, l'an dernier, à la Fédération des clubs socialistes, FSOC (dont la plate-forme a été publiée dans *Inprecor* numéro 253 du 16 novembre 1987) et qui aujourd'hui impulse la formation d'un "Front populaire" russe.**

**Il a publié de nombreux articles et son livre, *Le Roseau Pensant* vient d'être édité en anglais.**

**A la fin de la période Brejnev il animait déjà des cercles d'étudiants marxistes et une presse clandestine, ce qui lui a valu onze mois de prison.**

**Sacha Petrov a rencontré Boris Kagarlitsky à Moscou pour *Inprecor*. La seconde partie de l'interview, sur le Front populaire russe, sera publié dans notre prochain numéro.**

**INPRECOR : A ton avis, y a-t-il "un projet Gorbatchev" et quelle en serait la base sociale ?**

**KAGARLITSKY :** Il y a là deux questions différentes qui sont liées par certains côtés. Je pense que l'élément le plus dangereux de la *perestroïka*, c'est qu'il n'y a jamais eu de projet derrière. Tout d'abord, Gorbatchev lui-même a expliqué une ou deux fois, au début de son règne il y a deux ans, qu'il n'aurait pas imaginé être capable de défendre certaines idées. Pour lui, c'était inimaginable à l'époque. Il est donc clair qu'il n'y avait pas de pro-

jet et c'est la grande différence entre la *perestroïka* et par exemple le printemps de Prague en Tchécoslovaquie.

La différence n'est pas celle du niveau de radicalisation, parce que parfois la *perestroïka* va aussi loin que le printemps de Prague. Il n'y a sans doute pas la même liberté mais, sur les formes démocratiques nous avons les mêmes débats, et il y a aussi beaucoup de similitudes sur le plan de l'organisation de la critique anti-stalinienne.

Mais le printemps de Prague, dès le début, avait une sorte de projet ; on peut dire qu'il était réformiste, nous pouvons

le critiquer - il faut le critiquer, car ce projet avait des défauts - mais en tout cas, il y avait un projet bien préparé, non seulement par des intellectuels mais aussi par l'aile technocratique libérale du parti. Il y avait une sorte de version radicale de ce projet en dehors du parti, en ce sens le printemps tchécoslovaque était mieux organisé intellectuellement.

Les compromis entre fractions en Union soviétique sont donc des substituts à un projet véritable. La résistance des bureaucrates est réelle, mais le projet ne l'est pas. Donc l'ensemble des compromis qui se substituent au projet, donne naissance à des lois impraticables, comme celle sur l'autonomie financière qui a des parties contradictoires, ce qui la rend impossible à appliquer pour les entreprises. Elles s'adressent aux ministères, mais les différents ministères donnent des explications différentes, à cause de leur propre dynamique. C'est donc la première différence avec le printemps de Prague.

La seconde différence, c'est que la technocratie elle-même n'est pas homogène en Union soviétique, alors qu'elle l'était en Tchécoslovaquie. Et c'est une des raisons pour lesquelles il n'y a pas de projet, parce que la technocratie ne peut se consolider elle-même.

L'élite de la technocratie est plus cohérente, mais elle n'est pas assez forte pour imposer son propre projet, pour le mener à bien, elle se trouve dans une situation de compromis : entre la bureaucratie stalinienne traditionnelle, conservatrice, et, pour contrebalancer la force des conservateurs, un certain appel au soutien populaire, à celui des intellectuels, d'où la *glasnost*.

**■ Penses-tu qu'ils recherchent aussi le soutien au moins d'une partie de la classe ouvrière, la partie qualifiée ?**

— En théorie oui, mais en pratique non. C'est la contradiction de la réforme parce que si vous n'avez pas de projet mais de simples propositions, certaines propositions peuvent être bien plus à gauche que d'autres, mais vous pouvez combiner. Par exemple un expert est technocratique, mais d'autres sont un peu plus à gauche, ils font donc leurs propres propositions et parfois elles passent. C'est la même chose avec le langage, avec l'idéologie, en somme, c'est très hétérogène.

Il est très significatif que l'ouvriérisme ait presque disparu de l'idéologie officielle. En réalité, c'est la gauche qui doit et peut être capable de s'adresser le mieux à la classe ouvrière qualifiée. La classe ouvrière non qualifiée est tout simplement moins active politiquement, moins préparée à prendre part à la politique. Et c'est l'enjeu essentiel par exemple du Front populaire russe. S'il n'est pas capable de s'appuyer sur l'initiative ouvrière, il s'agira d'un regroupement sans base sociale.

Ligatchev se réfère, avec colère, dans son discours de Gorki cet été à la vague de grèves, dans toute l'Union soviétique, pas seulement en Arménie ; et c'est ainsi qu'il a révélé que la classe ouvrière est en train

de devenir dangereuse pour des gens comme lui ce qui a été une source importante d'informations.

Mais il ne faut pas exagérer le niveau d'activité de la classe ouvrière. Malheureusement, elle n'est pas très active, mais je voulais simplement dire qu'il y a une certaine tendance à une radicalisation.

■ **Pour conclure sur ce premier point, tu dis qu'il n'y a pas de projet cohérent de perestroïka. Y-a-t-il au moins des interprétations différentes que l'on puisse cerner ?**

— Oui, on peut dire qu'il y a la *perestroïka bureaucratique* qui ne change pas grand chose au système ancien ; une *perestroïka technocratique* qui voudrait remplacer les anciens privilèges de fonction par ceux de l'argent ; et une *perestroïka démocratique* qui insiste sur l'expression des aspirations venant d'en bas, d'où l'importance d'une *glasnost* réelle.

■ **Peux-tu préciser la portée actuelle de la glasnost ?**

— La bureaucratie du parti trace parfois des limites alors qu'en d'autres occasions, elle laisse faire. C'est très compliqué et très contradictoire.

D'un côté, on peut se demander quelle est la différence entre la *glasnost* et la liberté de la presse normale. Par exemple, vous ne direz pas que la publication de cet article dans *Le Monde* ouvrirait un nouveau chapitre de la liberté de la presse en France, parce que même s'il s'agit peut-être d'une liberté plus ou moins limitée, le niveau de liberté de la presse est toujours plus moins identique, dans une société comme la société française. *Le Monde*, *Le Figaro*, *L'Humanité* et *Inprecor*, expriment régulièrement leur propre point de vue sur ce qui se passe. Ici, nous avons une situation tout à fait différente : on discute surtout du passé, ce qui est moins dangereux et permet aux gens de tomber d'accord sur de nombreux points, quand le consensus

n'existe pas sur des sujets plus actuels. Par exemple, dans le parti, même la fraction Ligatchev est contre le stalinisme. Alors critiquer Staline devient un point de consensus.

D'un autre côté, les "leaders de l'opinion publique" et les organes de presse qui sont les porte-parole de la *glasnost*, comme les *Nouvelles de Moscou*, *Ogoniok*, la *Literatournaïa Gazeta*, etc., sont obsédés à l'idée qu'on pourrait les stopper, parce qu'il n'existe aucune garantie constitutionnelle. Alors ils veulent en dire le plus possible, aussi vite que possible, ce qui est très déstabilisant. Mais en même temps, ils veulent être les premiers à dire ce qui n'a pas été dit il y a 20 ans, parce qu'il y a aussi un problème de génération. La génération des années 60 arrive aujourd'hui au pouvoir et se trouve face à l'opinion publique. Aussi ils veulent en dire autant que possible sur l'histoire.

Mais il n'y a pas aujourd'hui de réelle critique, des décisions de l'administration actuelle. Les processus de décision et les personnalités politiques actuelles ne peuvent être remis en cause... sauf pour ces dernières si elles sont déjà démisées de leur fonction ! Tout cela n'est donc discuté que négativement. Par exemple, quand on affirme que l'administration précédente avait tort, cela implique que l'administration actuelle a raison. Bien sûr, il est possible de critiquer les structures, et les critiques faites sont d'ailleurs très différentes de celles de la période Khrouchtchev, où l'on se contentait de critiquer les actions, mais pas les structures.

Mais le schéma principal est le même. La *glasnost* reste totalement circonscrite. Dans la mesure où il n'y a aucune garantie constitutionnelle, aucune discussion libre sur l'actualité, la seule solution pour continuer à aller de l'avant, pour faire de nouveaux progrès dans la *glasnost*, est de publier sans cesse du nouveau matériel sensationnel sur le passé. Car une fois qu'il est publié, que c'est écrit noir sur blanc, c'est un résultat concret. C'est là la seule garantie de la *glasnost*, parce que si

elle s'arrête, elle disparaît, il n'y a plus rien à discuter.

Un dernier point sur ce groupe qui contrôle les médias, les médias libéraux, les "héros" de l'opinion publique libérale. Leurs limites politiques ne sont pas celles que la bureaucratie leur impose du dehors, mais celles qui proviennent de leurs propres positions politiques. Ils veulent réformer l'histoire du parti et en écrire une nouvelle. Mais ils restent totalement imprégnés de la conception officielle de l'histoire du parti. C'est pourquoi ils ont toujours besoin d'une bête noire, comme Trotsky. Cette conception de l'histoire a besoin d'un héros négatif. Son existence permet de ne pas discuter en termes de classes, de ne pas se tourner vers l'histoire véritable, ni d'avoir une libre discussion sur toutes les plates-formes ou les alternatives possibles.

A l'inverse, ils ont aussi besoin de héros positifs, sans aspects négatifs. Par exemple, aujourd'hui, on ne peut pas critiquer Boukharine ou Khrouchtchev. *Les Nouvelles de Moscou* et la *Revue des Livres* ont mené campagne pour défendre Soljenitsyne. On a dit qu'il était très bon, qu'il était un homme solide et un patriote, et pas un mot de critique sur lui, ni comme écrivain, ni comme figure politique. Pas un mot sur son anti-socialisme, ses déclarations anti-démocratiques. Ni d'ailleurs sur ses problèmes à l'Ouest, parce qu'il était si anti-démocratique qu'il a eu des problèmes avec les démocraties occidentales.

Pourquoi ? Pourquoi défendre Soljenitsyne, alors que Trotsky reste si dangereux ? Parce que les différences entre les libéraux et Soljenitsyne ne sont pas aussi importantes que les différences entre eux et la gauche. Parce que Soljenitsyne est anti-démocratique, mais les gens dans l'élite technocratique le sont aussi ! Ils veulent qu'une élite technocratique et probablement quelques personnes de statut intermédiaire, prennent des décisions, mais ils ne veulent pas que les masses y prennent part. Ils veulent un Etat libéral, mais pas démocratique. Il y a aussi des socialistes et des anti-socialistes, mais les libéraux sont très importants dans l'opinion publique et dans leurs conversations privées, ils sont aussi très anti-socialistes. Alors les différences réelles ne sont pas si grandes.

D'un autre côté, si l'on prend Trotsky par exemple, on peut voir que c'est un personnage qui est véritablement dangereux pour les libéraux. Ils le présentent comme une sorte de fanatique anti-marché, adepte du travail militarisé, ce qui est faux. Si l'on regarde ses véritables idées, on constate qu'il était favorable au pluralisme politique, à une utilisation réaliste du marché dans le contexte des nouvelles priorités socialistes, autant d'idées qui sont très différentes de celles de la nouvelle école du marché. Il y a là un héritage qui peut être utilisé par la gauche pour critiquer les tendances libérales technocratiques. Aussi les idées de la gauche sont-elles plus dangereuses pour eux que celles de la droite. Il y a pas mal d'hypocrisie dans les cam-



pagnes des libéraux pour les réhabilitations, la justice, etc.

Un exemple typique de cette hypocrisie est l'affaire de Novotcherkass, où il y avait eu une grève contre la réforme de la presse à l'époque de Khrouchtchev. Celui-ci avait alors envoyé la troupe et des gens avaient été tués. On assiste aujourd'hui à une campagne pour la réhabilitation des victimes de Novotcherkass. Mais jusqu'à maintenant, aucune publication libérale n'a produit de matériel sur ce sujet. Notre mot d'ordre était qu'il faut réhabiliter ces victimes, pour empêcher que de tels événements ne se reproduisent à l'avenir. Mais une telle campagne ne paraît pas très "à la mode", car elle risque de détériorer l'image de marque de Khrouchtchev, alors qu'il doit rester un héros positif.

Il faudrait au moins que les libéraux déclarent ouvertement qu'ils ne représentent pas l'ensemble de l'opinion publique, mais seulement une partie et reconnaissent qu'il y a des tendances différentes, qui ne sont pas seulement de mauvaises tendances, stalinienne, mais aussi de gauche, et auxquelles ils ne veulent pas ouvrir leurs pages. Il faudrait au moins dire qu'elles existent... et la plupart des éditeurs libéraux n'y sont pas prêts. Ils essaient tout simplement de faire croire qu'ils sont les seuls représentants de l'opinion publique et en même temps ils manipulent le concept d'opinion publique, ils essaient de sélectionner le matériel, de le contrôler pour leur propres objectifs. Je pense qu'à long terme, cette espèce de censure éditoriale va se retourner contre eux. Si les conservateurs faisaient une quelconque contre-offensive, les gens de gauche pourraient être moins disposés à défendre les dirigeants de l'opinion publique libérale qui ne les ont pas défendus quand ils se sont trouvés dans une même situation. Ceci dit, je pense que nous serons, à gauche, plus généreux et plus solidaires qu'eux.

■ **Tu parles de la possibilité d'une contre-offensive. Pouvons-nous revenir précisément à la situation au moment de la conférence de juin du Parti et au processus de la perestroïka dans la période actuelle. Est-il possible de caractériser différentes périodes dans un processus plus large ?**

— Oui. Ce n'est pas un processus révolutionnaire, mais ce n'est déjà plus une évolution normale de la société. Ce n'est pas une réforme, car réforme signifie qu'il y a un projet appliqué pas à pas et ici, comme je l'ai dit tout à l'heure, les gradualistes, plutôt que d'appliquer les changements, font un pas en avant, deux pas en arrière et puis trois ou cinq pas en avant.

Si l'on entend davantage de critiques, si la situation de crise s'aggrave, une fraction de la bureaucratie tentera nécessairement de sauver au moins certains de ses acquis, passera des accords avec les conservateurs, aux dépens du peuple, pour organiser une sorte de coup de fouet en retour avec un slogan du type "perestroïka égal excès". Un tel mot d'ordre est déjà

apparu pendant la conférence du parti et c'était inquiétant.

Tout ce qui s'est passé à la conférence, montre que l'appareil est assez conservateur et prêt à se défendre avec toutes les méthodes traditionnelles, comme la sélection des délégués, ou le contrôle sur les médias. Les libéraux étaient parfois hypocrites quant à leurs activités dans l'appareil, au niveau local, mais parfois bons dans leurs critiques. Certains libéraux, comme Youri Afanassiev qui parle de Trotsky, de pluralisme politique, sont honnêtes, et vont plus loin, à gauche, que d'autres.

Donc d'un côté, tout le mécanisme d'appareil, avec des élections pour sauver les intérêts de la bureaucratie, avec des libéraux plus ou moins silencieux et plus ou moins prêts au compromis avec les officiels ; et de l'autre, le mouvement populaire qui était vraiment visible pour la première fois. Et pas seulement comme une "aile gauche" des intellectuels, comme c'était le cas l'an dernier, avec les clubs, les comités, les groupes, (toutes les associations dites "informelles") qui ne regroupaient qu'une frange très mince. Cette fois-ci nous avons vu des milliers de gens descendre dans la rue à Kouibychev, à Omsk, Yagorsk, Astrakhan, dans les républiques nationales, etc.

Il y a eu une situation à la fois de déstabilisation et de polarisation. Cette sorte de mouvement populaire venu d'en bas, qui d'une part est supposé aider les libéraux à combattre les bureaucrates conservateurs, les effraie aussi d'autre part.

Après des années de *perestroïka*, les gens ont soudain réalisé que même en défendant bien des propositions de la *perestroïka* officielle, le peuple doit avoir sa propre organisation indépendante et son propre mouvement indépendant, qui ne soit pas complètement contrôlé et manipulé par les libéraux au sommet.

■ **Parlons du mouvement réel qui émerge en ce moment, et tout d'abord la large radicalisation qui se développe sur la question nationale. Comment caractérises-tu les mouvements en cours et leur impact ?**

— Le Front populaire (FP) estonien, aussi bien que le comité Karabakh en Arménie, étaient très liés aux réformistes libéraux locaux voire aux élites bureaucratiques, surtout aux tendances bureaucratiques nationales qui voulaient conserver le même pouvoir qu'avant, tout en devenant plus indépendantes de Moscou. Mais pour organiser un tel mouvement, il fallait obligatoirement faire des concessions aux gens plus radicaux qu'eux, et finalement cela s'est transformé en une sorte de mouvement démocratique national, aussi bien dans les républiques Baltes qu'en Arménie.

■ **Peut-on mettre ces mouvements sur le même plan ?**

— Oui, parce que les mécanismes sont très similaires dans différentes républiques et il est frappant de voir que tous les

fronts démocratiques nationaux, tous les mouvements démocratiques nationaux ont presque les mêmes documents alors que souvent ils n'ont pas pu se consulter auparavant. Leurs revendications sont très similaires. Bien sûr, le comité Karabakh était différent du FP estonien, parce qu'en Estonie il ne s'est pas développé dans une situation de crise, et il traduisait simplement des traditions et des symboles nationaux, comme le drapeau national.

■ **Les Fronts des Républiques baltes semblent pour l'instant moins en contradiction avec l'évolution officielle, qu'ils ne le sont au Karabakh ?**

— Oui, mais le problème est de toute façon plus difficile en Arménie qu'en Estonie. Certes les Estoniens ont beaucoup de problèmes nationaux, des problèmes que, parfois, même les Arméniens n'ont pas. Par exemple, ils courent le risque d'être assimilés par la république de Russie, ce qui n'est pas le cas des Arméniens. Mais en même temps, les Arméniens ont le syndrome du génocide et ils ont un véritable conflit avec les républiques voisines, que les Estoniens n'ont pas. Les travailleurs Arméniens avaient donc besoin d'un soutien encore plus grand pour résister à un conflit plus grave.

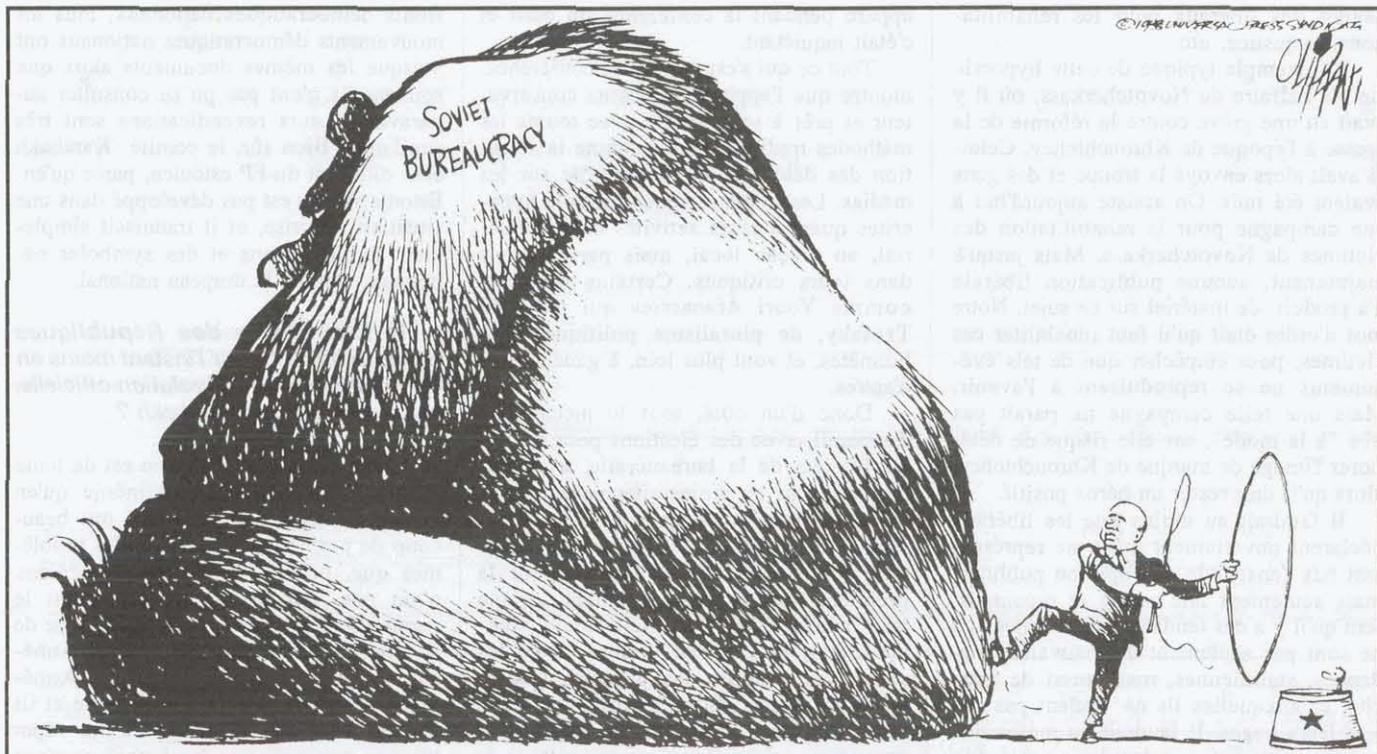
Le premier groupe de dirigeants du Karabakh, Zori Balayan, Silva Gaboudikian, Mouradian, étaient tous des gens de l'élite ayant de très bons rapports avec la bureaucratie officielle. Ils contrôlaient le mouvement au début, mais quand le mouvement est devenu populaire, avec les premières grèves et la spécificité du mouvement ouvrier, toutes ces personnes ont finalement perdu leur position dans le comité Karabakh et certains de cette première génération de dirigeants en ont même été exclus. Le comité Karabakh a gardé des liens avec la bureaucratie, mais à un niveau inférieur ; c'est devenu une sorte de mouvement démocratique national.

Le problème essentiel pour la bureaucratie, est que le principal soutien du comité Karabakh provient de la classe ouvrière, ce qui transforme la nature du mouvement. Les principaux bastions sont les usines, les forces principales réelles sont celles des travailleurs qui peuvent organiser des grèves. Ce mouvement de nature populiste se change donc en mouvement social, en mouvement de la classe ouvrière.

Mais il ne faut pas être trop optimiste, car la composante populiste et la composante nationaliste existent toujours. Je veux simplement dire qu'il y a eu changement.

■ **Et au cours de ce changement est-ce que des structures d'auto-organisation des travailleurs sont apparues ?**

— Non il s'agit seulement d'un changement, même pas vers l'idéologie de la classe ouvrière, mais vers le radicalisme



ouvrier au sein des structures existantes du comité Karabakh, sans pour autant produire de nouvelle organisation indépendante du comité Karabakh. Ce qui est, je pense, assez correct, parce que faire aujourd'hui quelque chose de différent du comité Karabakh, juste pour établir une organisation indépendante de la classe ouvrière, serait tout à fait idiot, parce que les Arméniens veulent avoir un front plus large, et dans ce front large la composante ouvrière s'accroît.

■ **Y a-t-il une organisation formelle dans ce front ?**

— Non. Il ne faut pas attendre trop d'un pays qui n'a pas eu d'expérience d'organisation autonome, non seulement dans les dernières années, mais pendant des siècles. Aussi, je pense qu'au Karabakh ils ont réussi à faire tout ce qu'il était possible de réussir. Mais il y a maintenant un autre danger. En effet s'ils échouent à apporter une amélioration, à obtenir au moins quelques changements dans la politique officielle vis-à-vis du Karabakh, cela va finalement renforcer les tendances extrémistes présentes dans le même cocktail populaire, comme ce fut le cas avec le mouvement des Tatars de Crimée où des tendances intégristes tatars se sont développées. Les intellectuels modérés de gauche essaient de se garder autant qu'ils peuvent de ce mouvement.

■ **Que veux-tu dire par "intégristes tatars" ?**

— Il ne s'agit pas du Parti tatar, mais des islamistes de Crimée.

■ **Quelles sont leurs revendications ?**

— Ils veulent juste retourner sur leurs terres, rejettent l'autonomie culturelle, et décrètent que tous ceux qui demandent l'autonomie culturelle sont des traîtres, des ennemis du peuple tatar et doivent être tués. Je connais un militant tatar de Crimée qui a été condamné à mort ; il n'a pas été exécuté, mais il avait été condamné à mort par les intégristes pour la seule raison qu'il défendait l'autonomie culturelle des Tatars en Ukraine. Les intégristes prétendaient qu'il trahissait leur idée d'autonomie fondamentale, que c'était un adepte de l'austro-marxisme et pas un très bon musulman... c'est pourquoi il devait être tué, mais il s'est sauvé à Moscou.

Je voudrais souligner qu'il existe un danger croissant d'extrémisme qui grossit au sein de ces mouvements populistes, mais les gens n'en sont pas responsables. Ce n'est pas le peuple, mais les dirigeants et fonctionnaires technocrates et bureaucrates qui ne sont pas capables de faire, ou ne veulent faire, aucune concession, qui renforcent les extrémistes dans le mouvement.

■ **Est-ce que les groupes de gauche, à Moscou en particulier, ont discuté et pris position sur ces mouvements ?**

— Ce qui est intéressant c'est que Vitali Ponomarev l'éditeur de *Tournant gauche*, est allé en Arménie avec quelques numéros de son journal et leur a demandé ce qu'ils connaissaient des *samizdats* moscovites. Les Arméniens lui ont répondu : "nous connaissons Grigoriants" (éditeur de *Glasnost*, ndlr). Pour eux, il était la seule personne qui publiait tous leurs documents sans falsification et ils lui étaient très favorables. En fait Grigoriants n'a pas publié les documents qu'il considérait comme pro-communistes. Mais seul Gri-

goriants, qui est Arménien et prêt à exploiter son origine nationale, était connu. Ponomarev leur a montré le numéro 8 de *Tournant gauche*, consacré à la question arménienne et leur a demandé s'ils pensaient qu'il y avait une quelconque falsification sur un document ou une information. Les Arméniens lui ont répondu : "Non, c'est bien".

■ **Quel genre de matériel leur avez-vous montré ?**

— Des documents du comité Karabakh, des documents de l'Académie des sciences, des chroniques sur le mouvement du Karabakh, etc. Les Arméniens (je parle du comité Karabakh, qui est maintenant prêt à travailler avec eux) ont regretté de ne pas avoir connu tout cela auparavant et veulent maintenant travailler avec le comité d'organisation du Front populaire (de Moscou) et le journal *Tournant gauche*.

Par exemple, l'un des problèmes qui se posent au mouvement national et à la gauche, c'est qu'ils n'ont pratiquement pas d'informations les uns sur les autres. Nous faisons donc actuellement tout un travail destiné simplement à établir des liaisons d'information entre les divers mouvements et voir s'il existe des objectifs communs.

■ **Peux-tu donner quelques informations sur les fronts des républiques Baltes aujourd'hui et sur les revendications qui y sont formulées ?**

— D'abord, ils veulent avoir une espèce de semi-indépendance au plan économique, qui peut s'exprimer par la formule : "Nous recevons de l'Union moins que nous lui donnons, nous devons donc limiter notre contribution au budget de

*l'Union, etc.*", ce qui, en principe, n'est pas nécessairement bon, mais compréhensible, surtout pour des gens qui avaient leur propre Etat il y a 50 ans. Ils veulent avant tout une sorte de contribution égalitaire au budget de l'Union de la part de toutes les Républiques, mais concrètement, ce qui les intéresse, c'est de limiter leur propre contribution.

Ensuite ils veulent obtenir le pouvoir de décision sur leurs ressortissants, sur leur propre territoire. Ils veulent par exemple que les gens fassent leur service militaire dans leur propre République ; qu'un condamné, y purge sa peine de prison, etc. Ils ont aussi plusieurs revendications sur les restrictions, sur l'utilisation de la langue nationale, ou les traditions, les symboles nationaux, comme l'ancien drapeau du temps de l'indépendance de l'Estonie, qui a été interdit pendant longtemps. Du temps de Brejnev, on pouvait être condamné juste pour possession de ce drapeau. Aujourd'hui, il est officiellement reconnu comme le deuxième drapeau de la République.

Les Estoniens veulent aussi diminuer le nombre de personnes en provenance des autres régions du pays qui viennent s'installer en Estonie. Ils veulent établir une sorte de mécanisme pour se défendre contre cela, non pas en empêchant les gens de s'installer dans le pays, mais en instaurant des examens en langue estonienne pour tout ceux qui veulent s'y installer ou y travailler. Or la langue estonienne est l'une des plus difficiles d'Europe. Ce qui fait que pour tous ceux qui veulent s'établir en Estonie, il devient presque impossible d'obtenir du travail puisque c'est subordonné à la connaissance de la langue. Par ailleurs, toute une partie des jeunes Russes qui sont déjà en Estonie, doivent soit quitter le pays, soit apprendre la langue, puisque ce système est d'ores et déjà plus ou moins accepté par les officiels.

En fait tout cela n'est pas très démocratique. Du point de vue des socialistes ou même des démocrates occidentaux, ça peut paraître un peu nationaliste, si on établit des parallèles avec le problème des travailleurs immigrés en France. Mais il faut aussi voir l'autre côté de la médaille : le cas de la France, qui a son Etat national, une économie forte et qui est un des pays capitalistes dominants, est une chose ; celui des Estoniens, à qui le stalinisme a refusé le droit d'avoir un Etat indépendant en est une autre.

De nombreux colons y ont été envoyés pour assimiler la nation estonienne. En quelque sorte, contre leur volonté, ils ont donc toujours été exploités par les parties les moins développées du pays. Leur contribution au budget a été mal utilisée. Ils auraient pu se dire, "oui, nous payons trop, mais cela permet de développer l'Ouzbékistan ou l'Azerbaïdjan", mais la situation en Azerbaïdjan a empiré au cours des dix dernières années...

■ **Mais pourquoi ne formulent-ils pas une revendication du type "contrôle sur l'affectation de ces ressources" ?**

— Non, ils veulent garder leurs ressources pour eux ! Je ne suis pas d'accord avec ces revendications, je pense qu'à long terme elles sont très limitées et reflètent l'égoïsme national. Mais il faut les comprendre, et c'est pourquoi nous soutenons le mouvement estonien sur certains aspects de son programme, parce que les Estoniens ont le droit à l'autodétermination, sans pour autant soutenir le mouvement lui-même. Ce n'est pas un mouvement de classe homogène, mais un mouvement populiste avec une composante nationaliste bureaucratique. Nous devons travailler avec ce mouvement, l'aider à devenir plus démocratique, aider les éléments démocratiques à devenir plus conscients, à établir leur identité et probablement à tourner le mouvement vers la gauche, vers des revendications plus sociales, plus socialistes, comme cela s'est déjà produit en Arménie.

■ **Autre chose maintenant, il semble que Pamiat, bien que très nationaliste "grand-russe", essaye également de s'adresser à ces mouvements nationaux ?**

— Pamiat n'a pas besoin de programme politique. Dire "tuez les Juifs" est destiné à leur audience particulière. Il a plutôt besoin d'idéologie, une idéologie qui distingue ses militants des fascistes purs, sans pour autant les forcer à renoncer à leurs pratiques et tendances idéologiques les plus fascistes.

D'un côté il doit dire : "nous ne sommes pas fascistes", mais la façon la plus simpliste de l'exprimer est de dire "nous ne sommes pas Allemands, donc nous ne sommes pas fascistes". D'un autre côté ils doivent agir avec une démagogie fasciste dans leur pratique quotidienne. C'est très semblable à Le Pen en France. Le Pen ne se proclame pas fasciste et si quelqu'un le traite de fasciste il proteste. Donc Pamiat a ses raisons pour expliquer qu'il n'est pas fasciste. Mais il ne faut pas exagérer l'importance de Pamiat. Pamiat est soutenu par ses sympathisants bureaucratiques, surtout au niveau des appareils locaux, mais pas au Comité central, sauf à Leningrad en partie peut-être. Si ce soutien n'existait pas ce groupe serait moins dangereux et moins actif. Par exemple, entre le mois d'août de l'année dernière et le mois de juillet de cette année, il a montré partout, un profil bas. Il était juste présent alors que c'est la gauche qui se manifestait. Pamiat se restructurait, se préparait à la nouvelle contre-offensive et il semble qu'ils avaient eu des liens étonnants avec certaines structures officielles.

Maintenant que leur réseau est achevé, ils réapparaissent mais la situation est devenue plus compliquée pour eux. Les gens comprennent que la plupart de leurs slogans ne sont que pure démagogie, qu'ils ne proposent rien de concret.

Mais si la crise se développe davantage, s'il se crée une sorte de nouveau bloc réactionnaire, certains peuvent avoir l'idée d'utiliser Pamiat, ou certains de ses éléments. Par exemple, au Kazakhstan,

des problèmes ont éclaté entre les citoyens kazakhs et la police ainsi que des escadrons de colons russes, organisés par cette même police. Ces escadrons étaient bien plus violents envers les étudiants locaux que la police elle-même. Cela dit, la révolte étudiante au Kazakhstan était très violente elle-même. Il semble donc dans ce cas, que les fascistes kazakhs, l'extrémisme kazakh, le nationalisme kazakh étaient en conflit avec le nationalisme russe, les deux côtés étant intolérants et cruels. Mais tu imagines la situation si ces mêmes escadrons étaient formés contre les Estoniens, les Lituanais, les Juifs ou les Arméniens, pas nécessairement dans les Républiques, mais sur les frontières. Dans ce cas, les activistes de Pamiat peuvent être mobilisés pour des objectifs politiques, par des forces en dehors de Pamiat, et cela peut être très dangereux.

■ **Tu penses aux forces de la bureaucratie ?**

— Oui. Je pense qu'ils encouragent Pamiat dans leur propre intérêt, surtout à Leningrad, dans le but de faire contrepoids à la gauche qui se renforce. Cela sert probablement à organiser des affrontements et des incidents entre deux tendances, ce qui peut ensuite servir à les détruire toutes.

Dans l'appareil moscovite, pas mal de gens ne sont pas très satisfaits de Pamiat, alors ce dernier essaie d'être plus modéré, de ne pas provoquer la répression.

■ **J'ai souvent entendu par des intellectuels, même de gauche, une analyse de l'impact de Pamiat, qui s'expliquerait entre autres par le fait qu'il y a non seulement une question nationale des autres nationalités, mais aussi une question russe. Es-tu d'accord avec une telle formulation ?**

— Je suis d'accord parce que cette question a effectivement toujours existé. En ce moment je lis Klutchevsky, l'un des principaux historiens du XIXe siècle. Il montre comment les Russes ont toujours été exploités par l'Empire plus que tout autre peuple de l'Empire. Staline s'est lui aussi conduit d'une façon pire avec les Russes qu'avec n'importe quelle autre nationalité, à l'exception de certains peuples islamiques, ou des exilés Allemands. Mais globalement le régime stalinien a été pire pour les Russes que pour beaucoup d'autres peuples.

■ **En quel sens ?**

— Parce que les Russes ont eu plus de morts. La collectivisation a été plus horrible que dans toute autre région du pays. Les Russes n'ont jamais eu aucun privilège du fait d'être la nation dominante de l'Empire, ni sous le régime tsariste, ni sous le régime de Staline, ni sous Brejnev. La Russie est une nation qui n'a jamais eu de privilèges.

■ **Mais il y a une russification des autres nations ?**

— Oui, mais que se passe-t-il ? Par exemple, les Russes qui vont s'installer au Kazakhstan, y sont envoyés pour russifier le pays, mais en même temps tous les bons postes, même dans la nomenklatura, sont réservés pour les nationaux et les Russes ne peuvent y avoir accès. Beaucoup de Russes sont allés en Estonie par exemple, mais tous comme travailleurs non qualifiés et leur salaire moyen étaient inférieurs à ceux des autochtones. D'un côté il y avait une tendance à la russification, d'un autre côté, les Russes subissaient une discrimination dans ces mêmes républiques qu'ils russifiaient.

■ **On a dit que même si formellement les postes importants étaient pour les représentants nationaux, le pouvoir réel était aux mains des Russes ?**

— Non, ce n'est pas vrai. Beaucoup d'autochtones appartiennent à des groupes pro-Moscou. En Estonie, il y a des problèmes entre les vrais nationaux et les Estoniens venant de Russie tandis que les Russes sont de toute façon hors jeu. Certains Estoniens ne sont pas capables de parler correctement la langue, mais ils occupent quand même les postes-clés.

Les Russes, dans les républiques nationales, sont toujours à la fois sujets de domination et objets de discrimination, c'est dialectique. Je ne parle pas des bureaucrates, mais des nombreux travailleurs russes installés dans ces régions.

On ne peut pas comparer la situation des Russes comme nation dominante dans leur empire au 19<sup>e</sup> siècle, et la position des Russes comme nation dominante dans la Russie soviétique, avec celle des Anglais ou des Français dans leur empire, parce que la différence est énorme. Prenons la position de Klutchevsky. Pour lui les Russes ont été les victimes de cet empire... Plus fort était l'Etat, plus pauvre était le peuple, et c'est là que la question nationale russe émerge. Mais les solutions de *Pamiat* ne sont pas sérieuses, dire simplement "tuez les juifs", ou "les Russes d'abord", ou "il y a une conspiration maçonnique", c'est une sorte de réponse fictive. Pour rendre les Russes plus prospères, il faut plus de démocratie, plus de droits, de changement social. Je pense que les Russes ne sont pas intéressés par cette démagogie nationaliste. Moscou n'est pas très typique car à Moscou il n'y a pratiquement pas de tradition ouvrière, de culture ouvrière. Il y a seulement de la bureaucratie. Dans les régions industrielles du pays, *Pamiat* a moins d'influence. Pour eux, Moscou est l'endroit où ils ont le plus de possibilités. Mais dans l'ensemble du pays, les masses russes ne sont pas aussi nationalistes que *Pamiat* le souhaiterait. ■

Septembre 1988  
propos recueillis par Sacha Petrov

## COLOMBIE

# A Luchar face au "dialogue national"

**REPRENANT L'INITIATIVE** lancée en juillet dernier par différents partis politiques, le Président Virgillio Barco a fait connaître ses "propositions de paix" en direction des mouvements de guérilla. En juillet, deux des organisations armées, les FARC et le M-19 (voir encadré) avaient fait connaître un avis plutôt favorable, alors que l'ELN (la seconde guérilla en importance après les FARC), repoussait quant à elle tout "dialogue" qui pose comme condition première, le désarmement des organisations de guérilla. Aujourd'hui Virgillio Barco demande à la guérilla de "manifester sa volonté de réconciliation et son respect des droits de l'Homme élémentaires", si elle veut que le Congrès vote une loi de "pardon" pour tous ceux qui désirent se réintégrer à la vie politique. Ce respect des droits de l'Homme ne semble pas concerner les groupes para-militaires liés à la fois à l'armée et à la mafia de la drogue (voir *Inprecor* numéro 263 du 11 avril 1988) qui multiplie les massacres de masse de syndicalistes et de paysans.

Eric Toussaint s'est entretenu avec Manuel Canotas, membre du Comité exécutif de l'organisation révolutionnaire *A Luchar*. Il fait le point sur cette curieuse réconciliation nationale et cette répression bien réelle.

### Manuel CANOTAS

**A** LUCCHAR a une intervention très importante chez les paysans. Il s'agit d'un secteur fondamental du prolétariat, qui affronte quotidiennement les latifundistes avec des méthodes de lutte radicales : prises de terre, autodéfense... Ils considèrent qu'ils luttent pour le socialisme. Les paysans sont regroupés dans l'Association nationale des paysans (ANUC) où nous avons une influence très grande.

### Une véritable force politique

C'est nous qui avons organisé les marches dans la Province Nord-Orientale au mois de mai 1988. Ces marches, qui ont regroupé de 180 à 200 000 personnes, se faisaient sur des revendications très politiques : droit à la vie, à la souveraineté nationale, au bien-être. Quand les marches se sont approchées de la capitale, c'est avec *A Luchar* que la présidence de la République a dû négocier.

Nous sommes également implantés dans plus de deux cents municipalités où se déroulent également des luttes importantes, ce que nous appelons les *paros civicos* (littéralement grèves civiques), qui débutent en général sur des revendications très concrètes : l'eau, la voirie, les

égouts, la santé, l'éducation, et qui débouchent souvent sur un affrontement physique et politique avec les autorités. Il y a eu plus de 185 *paros civicos* l'année dernière. Prévus pour 24 ou 48 heures, ils durent généralement une semaine...

Nous avons aussi ce que nous considérons comme un début d'implantation dans le milieu ouvrier. La faiblesse des organisations de gauche en milieu ouvrier est une caractéristique générale de ce pays, où les syndicats jaunes étaient traditionnellement hégémoniques. Les choses sont en train de changer avec le renforcement de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) dans laquelle nous jouons un rôle non-négligeable à côté d'autres forces politiques : sociaux-démocrates, Parti communiste (PC), Parti communiste marxiste-léniniste (PCML), autres groupes de gauche liés au M-19. Au congrès de constitution de la CUT, nous avons gagné 4 membres au Comité exécutif sur 30, malgré un mécanisme de vote indirect par fédération, qui nous défavorisait.

Dans les structures plus proches de la base, au niveau départemental, nous sommes parfois majoritaires dans les comités départementaux, comme à Bolivar qui est une importante zone de sidérurgie et pétrochimie, ou sur la côte atlantique

Nous sommes également actifs dans le mouvement indien. La Colombie compte 500 000 Indiens sur une population totale de 30 millions d'habitants, avec des for-

mes particulières d'intervention en raison de la structuration propre des Indiens qui forment un bloc social large. Ils sont très mobilisés, très radicaux. En secteur étudiant, assez peu structuré par tradition, mais très actif, il est difficile de quantifier notre influence. Mais à l'Assemblée nationale étudiante, qui s'est tenue en novembre 86, nous avions 900 délégués sur 2 500, élus directement par la base.

Pour ce qui est de *A Luchar* à proprement parler, il est difficile de donner un chiffre exact de nos militants. A notre seconde convention en juillet 1988, où chaque délégué représentait 20 membres, nous étions 450 délégués. Mais bien souvent, surtout dans les zones rurales, nous n'avions pas les moyens financiers pour payer le voyage à tous les délégués.

Est membre de l'organisation toute personne qui en défend la ligne politique et milite dans une de ses structures. Nous n'avons pas de critères stricts comme dans un parti classique (cotisation, vente de la presse, etc.) Mais nous venons d'introduire une cotisation volontaire, qui nous permettra d'évaluer le degré d'identification de nos membres à l'organisation.

Nos structures de direction reflètent les divers secteurs d'implantation, avec toutefois, une faiblesse de la représentation paysanne. Notre direction a également été élue en tenant compte des critères géographiques et politiques, par rapport aux groupes politiques qui sont à l'origine de la création de *A Luchar*.

### Non au "dialogue national"

En 1984, le Président Belisario Betancur lance la première initiative de dialogue national pour tenter de résoudre les conflits sociaux, militaires, politiques du pays par la négociation. La gauche se divise face à cette proposition : le M-19, les FARC, le PC, le PCML, et d'autres petits groupes acceptent le dialogue. D'autres forces le considèrent comme artificiel et condamné d'avance. C'est le cas de la seconde force de guérilla, l'ELN. Les forces politiques non-clandestines qui refusent le dialogue constituent un collectif de travail syndical de classe comme alterna-

tive au dialogue. Ce sont essentiellement des forces d'origine guevariste, une scission maoïste, le Parti socialiste des travailleurs (PST) lié à la Ligue internationale des travailleurs (LIT, morénistes) des forces de type syndicaliste-révolutionnaire. Rapidement, ces groupes parviennent à un accord sur une série de points effectuant ainsi un début de rapprochement politique qui se traduit par la mise sur pied d'une commission de coordination. Très vite, nous nous rendons compte que notre coordination de départ de type politico-syndical, est insuffisante car la confrontation idéologique va bien au-delà du mouvement ouvrier organisé. Nous poursuivons ensemble l'élaboration tactique et programmatique autour de deux axes : non au dialogue national, oui à la grève nationale.

### Clarification idéologique

Ce rejet du dialogue était catégorique. Nous nous battons pour préparer la grève générale. En mai 1985, diverses forces de gauche convoquent une rencontre ouvrière et populaire qui regroupe 7 500 délégués. Cette rencontre allait décider la grève générale, ce qui correspondait à notre mot d'ordre. La grève a effectivement eu lieu en juin 1985, mais ce n'est pas un succès. La mobilisation est freinée par la militarisation du pays et l'intimidation systématique. Après la grève, nous décidons de réunir la Convention de fondation de *A Luchar* en juin 1986. Nous y avons voté un projet de programme qui avait été discuté par tous les groupes constituants et qui intégrait les points de convergence essentiels, tout en laissant un espace pour les diverses approches, traditions politiques... Nous avons structuré l'organisation : direction, journal (10 000 exemplaires distribués ou vendus tous les 15 jours), commissions sectorielles... A partir de ce moment, *A Luchar* apparaît comme une véritable force politique, avec des courants constitués en son sein mais un projet propre.

Tout un processus de clarification idéologique et politique prend place au cours des deux années de consolidation de l'organisation, qui débouchent sur notre

seconde Convention. Deux courants nous quittent : le PST, sur une ligne de critique des regroupements de type "petit-bourgeois nationaliste", en accord avec la ligne de la LIT qui vise alors au regroupement des seuls trotskystes, ainsi qu'un des groupes d'origine maoïste, qui vivait alors une dérive dangereuse en niant la centralité du mouvement ouvrier au profit des mouvements sociaux urbains. En revanche, le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section colombienne de la IVE Internationale nous rejoint. La Convention a tiré le bilan du processus unitaire et décidé la suppression des courants organisés et l'unification totale de *A Luchar*.

Il reste bien sûr des courants idéologiques, des sensibilités qui ne peuvent disparaître du jour au lendemain. Nous critiquons d'ailleurs cette fausse unanimité des partis traditionnels, qui conduit par exemple à fixer une position de parti par rapport à tel ou tel chanteur ! Nous n'avons pas peur du débat politique, qui renforce l'organisation tout en reflétant les diverses implantations sociales. Au Congrès, nous choisissons une nouvelle direction, nous votons un programme général, des politiques sectorielles, une résolution sur la grève générale, une autre sur les problèmes internationaux. Nous préparons aussi le passage du journal de bimensuel à hebdomadaire. Voilà, très résumée, notre histoire depuis 4 ans.

Quels sont nos objectifs ? Pour nous, la direction révolutionnaire à construire doit être une direction politico-militaire qui tienne compte de tous les aspects de la lutte. Nous avons discuté cette question à la Convention. Nous nous considérons comme partie prenante de la construction de cette direction révolutionnaire, à côté d'autres forces politiques et politico-militaire, et certainement pas comme LA direction révolutionnaire. Il ne peut y avoir d'auto-proclamation dans un processus si complexe.

### Pour un Front de gauche

Comment cette formation se formera-t-elle ? Certains pensent que *A Luchar* doit lancer et participer à un front politique large. D'autres pensent que nous trouverons notre place dans un front politico-militaire. A la Convention, nous avons dit de façon très générale que *A Luchar* est une organisation révolutionnaire politique qui lutte jusqu'au bout pour la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan, et qui contribue à la formation d'une direction révolutionnaire. Nous n'avons pas tranché le débat sur le rôle respectif des organisations politiques et politico-militaires.

Pour ce qui est de l'Union populaire (UP) et du Front populaire (FP), nous avons une vocation à l'unité. Des pas en avant positifs importants ont été franchis comme par exemple l'accord réalisé entre nos trois forces pour le travail syndical et surtout la bataille de la grève générale.

Par contre, une série d'évaluations tactiques ou de pratiques politiques nous sé-



parent. Par exemple, la question du dialogue, ou celle de l'utilisation des espaces politiques constitutionnels classiques, comme le Parlement. Nous avons quant à nous constaté que depuis 15 ans les masses s'expriment hors des institutions : cela se vérifie par la faible participation électorale, les grèves civiques, les marches civiques, les diverses actions ; elles rejettent massivement les formes de représentations traditionnelles.

Le Parlement colombien est un des plus déconsidérés d'Amérique Latine, c'est un Parlement de touristes qui ne vote jamais aucune loi et ne dirige rien. Cela ne signifie pas que nous rejettions complètement le travail sur le terrain des institutions, mais que nous le considérons comme secondaire pour notre construction par rapport à l'activité concrète des masses.

Nous avons longuement discuté de l'UP, du PC, du FP. A l'UP comme au sein du FP, coexistent des secteurs réformistes et des secteurs révolutionnaires, et un processus de radicalisation traverse ces organisations. Notre ligne politique aujourd'hui est celle du Front de gauche, qui nous permet de dialoguer, d'interpeller la base de l'UP et du FP sur des propositions concrètes d'actions unitaires, comme la grève générale. Et surtout de renforcer la lutte. Mais nous devons encore élaborer là-dessus.

### Le travail urbain, un enjeu décisif

Le dialogue de 1984 avait soulevé beaucoup d'espérance dans le pays, même parmi des forces comme le M-19. Mais il était clair pour nous que ce dialogue était condamné dès le départ, et cela s'est démontré en quelques mois.

La bourgeoisie n'avait pas la volonté politique d'aboutir. Et ce dialogue s'est terminé par un massacre et la guerre sale.

Le nouveau "dialogue" par contre n'a trompé (presque) personne. Le gouvernement n'y participe pas, seule une fraction minoritaire de la bourgeoisie s'y intéresse. Nous sommes contre ce dialogue dans un pays où l'on assassine tous les jours des militants.

Nous sommes par contre en faveur d'un dialogue concret, où l'on puisse négocier sérieusement. Il faut mettre fin à la guerre sale, il faut résoudre la question de la souveraineté nationale, de la dette extérieure, du pillage de nos ressources naturelles, de la démocratie.

Il faut un dialogue qui ne soit pas limité à une "élite" mais qui permette au contraire l'expression et la participation du prolétariat et des forces populaires.

Le gouvernement répond au dialogue à coups de citations de la Constitution, texte totalement en faveur de l'oligarchie. Cela n'est pas sérieux.

Pour nous, nous vivons une période pré-révolutionnaire, par la conjonction d'une série de facteurs comme la crise institutionnelle qui remet en cause l'hégémonie politique de la bourgeoisie, et la mobilisation de plus en plus large des masses populaires. En revanche, la mobilisation

urbaine est inégale. Nous avons décidé d'un plan spécifique dans le cadre de la grève générale, avec une série de mesures pratiques et programmatiques : déplacement de cadres, travail accru dans les secteurs ouvriers vitaux : énergie, métallurgie, mines, et les services publics. Tout le monde n'est pas conscient de l'enjeu. Le PC par exemple, conserve l'essentiel de son activité dans le secteur rural. Le centre du pouvoir et de l'activité de la bourgeoisie, les grandes usines, l'appa-

reil d'Etat, les banques, sont dans les grandes villes. Si l'on ne touche pas à ces centres nerveux, ils peuvent rester relativement tranquilles. Nous avons donc maintenant 4 camarades du Comité exécutif de A Luchar qui se consacreront à temps plein au travail urbain, essentiellement dans la classe ouvrière. C'est notre obsession aujourd'hui. ■

Août 1988.

## "A la chaleur de la lutte"

### Entretien avec 3 membres de l'exécutif de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT).

**INPRECOR : Comment la CUT est-elle née ?**

— Angelino CARZON (secrétaire général de la CUT) : A la chaleur de l'action, de la mobilisation, de la lutte. C'est pour préparer la grève civique de 1985 que nous nous sommes pour la première fois assis à la même table, préparant ainsi la fusion entre l'UTC et la CTC, les syndicats indépendants qui représentaient 45% du mouvement syndical colombien, et la CSTC. Notre Congrès de fondation, les 15, 16 et 17 novembre 1986, a regroupé 2 000 délégués qui représentaient près de 80% du mouvement syndical colombien.

Nous avons une ligne d'autonomie syndicale par rapport aux partis politiques, à l'Etat, aux Eglises, une ligne de démocratie syndicale. Au Congrès, se présentaient 5 listes de candidats ; la direction élue compte des représentants de ces 5 listes.

Nous avons choisi de ne demander l'affiliation à aucune des fédérations syndicales, mondiales ou latino-américaines, tout en maintenant une politique active de contacts.

**■ Peux-tu nous expliquer ce qu'est la "guerre sale" ?**

— Il s'agit d'une répression sélective qui frappe tout ce qui est progressiste dans ce pays, y compris dans les partis politiques au pouvoir. Notre Centrale a été en particulier, durement frappée puisqu'ils nous ont assassiné plus de 180 militants en 20 mois d'existence de la CUT, faisant de nous un des syndicats les plus menacés par la répression. Pour la seule semaine dernière, il y a eu plus de 15 camarades as-

sassinés. Cette répression est exercée par les groupes para-militaires, avec la complicité active ou passive de l'armée et de la police. Aucune des commissions d'enquête mises sur pied après les meurtres, les tortures, les kidnappings, n'a jamais abouti.

Notre toute première revendication est donc le droit à la vie, le démantèlement des groupes para-militaires, la fin des violations permanentes des droits de l'Homme. Toute personne dans ce pays qui assume une position démocratique est menacée de mort.

Nous avons un rôle important à jouer dans la vie politique nationale : nous combattons pour la fin de l'état de siège, la fin de la "guerre sale", de véritables droits démocratiques, le rétablissement de la paix par un dialogue national responsable, une nouvelle Constitution qui garantisse la participation de tous aux décisions politiques dans ce pays.

Notre Parlement ne permet pas cette participation : sa composition de classe et son attitude servile de soumission à l'exécutif l'empêchent de jouer de rôle. C'est pourquoi nous insistons sur des mécanismes démocratiques qui permettent la consultation populaire : référendums, plébiscites, convocation d'une Assemblée constituante démocratique.

**■ Quel est votre bilan du "dialogue national" lancé récemment ?**

— Curieux dialogue qui n'implique ni le gouvernement, ni l'ensemble des forces de la guérilla. Nous sommes favorables au rétablissement de la paix, et nous avons d'ailleurs participé activement à la réunion de Panama et à la convergence du 19 juillet. Mais le dialogue doit permettre la participation du gouvernement, de la guérilla, et de l'ensemble des forces politiques et sociales importantes du pays. Ce dialogue doit s'accompagner d'une série de mesures économiques et sociales qui permettent l'établissement d'une véritable démocratie, et qui ne sont pas discutées actuellement.

**■ Quels sont les problèmes que rencontrent les travailleurs ?**

— Palacio TAMAYO (trésorier de la CUT) : L'inflation avouée par le gouvernement est de 30%, d'où notre exigence d'une hausse des salaires et du blocage des prix des produits de première nécessité.

## LA GAUCHE COLOMBIENNE

### LES SYNDICATS :

En novembre 1986 voit le jour la **Centrale unitaire des travailleurs (CUT)** qui regroupe d'anciennes centrales plus des syndicats indépendants. Ces centrales étaient les suivantes :

- **CTC : Confédération des travailleurs de Colombie**, liée au Parti libéral, affiliée à la Confédération des syndicats libres (CISL).
- **UTC : Union des travailleurs de Colombie**, d'inspiration confessionnelle, liée au Parti conservateur, affiliée à la CISL.
- **CSTC : Confédération syndicale des travailleurs de Colombie**, dirigée par le PC, affiliée à la Fédération syndicale mondiale (FSM).

### LES PARTIS ET LES ORGANISATIONS ARMEES :

- **Parti communiste colombien (PCC)** : la plus forte des organisations de gauche. Lié au mouvement armé des **Forces armées révolutionnaires combattantes (FARC)**, la plus ancienne des guérillas.

Les FARC participent au dialogue avec Betancur. En 1985, une partie des cadres de l'organisation apparaissent au grand jour et créent l'**Union patriotique (UP)** dont le secrétaire général Jaime Pardo Leal sera assassiné en septembre 1987.

- **Mouvement du 19 avril (M-19)** : organisation armée qui se forme au début des années 70. Provient en partie d'une scission au sein de la direction des FARC. Participe au dialogue en 1984 ; une grande partie de sa direction est décimée par la répression après la rupture de la trêve en 1985.

- **Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)** : d'origine maoïste, il a rompu tous liens avec la Chine et l'Albanie et s'adapte de plus en plus au PC. Conserve une base de masse, et possède un "front de masse", le **Front populaire (FP)**. Lié à une organisation armée, l'**Armée populaire de libération (EPL)**.

- **L'Armée de libération nationale (ELN)** : d'origine guévariste, créée dans les années 60. Refuse les négociations de paix avec Betancur, contrairement aux FARC et au M-19. Cette position va renforcer numériquement et politiquement l'ELN après la fin de la trêve. Aujourd'hui, la seconde force de guérilla du pays.

**LA COORDINATION SIMON BOLIVAR**, mise en place en novembre 1987, regroupe les différentes organisations de lutte armée de Colombie.

Les couches populaires de ce pays vivent dans une situation de famine endémique.

Cette misère n'est pas due au manque de ressources naturelles : nous sommes un pays riche en charbon, en pétrole, en minerais divers. Mais ces richesses sont bradées aux multinationales étrangères. Le gouvernement vient de signer une convention avec le trust pétro-chimique américain Dupont de Nemours, malgré l'existence d'une compagnie pétrolière d'Etat. Dans ce contrat de 30 ans, la Dupont assure toute l'exploitation d'un nouveau gisement, dont l'Etat ne percevra que 12% des bénéfices d'exploitation !

Pour nous, la Colombie doit exploiter elle-même ses richesses. Les travailleurs du pétrole ont montré qu'ils étaient parfaitement capables de gérer eux-mêmes l'ensemble du processus d'exploitation du secteur. Nous exigeons une solution au problème de la dette extérieure. 40% du budget national est absorbé par le service de la dette ; le gouvernement, toujours à la recherche de nouveaux crédits internationaux, veut se montrer bon débiteur, ce qui se traduit pour les travailleurs par l'inflation, la misère, une hausse continue de tous les prix des services. L'Amérique latine est incapable de payer sa dette alors que toutes ses richesses sont pillées par les multinationales !

Nous voulons la fin du règne de la mafia de la drogue, une véritable réforme agraire, qui redistribue les terres fertiles et

pas seulement les terres arides ou forestières. La crise est donc structurelle. Pour trouver une solution aux problèmes des travailleurs, il est de notre devoir d'aller bien au-delà des simples revendications salariales, qui ne sont d'ailleurs pas si simples que ça dans ce pays, où les organisations syndicales ne sont que tolérées par le pouvoir, et où toute grève doit être précédée d'un préavis de 45 jours qui se conclut en général par l'interdiction du mouvement.

Une centrale comme la nôtre, qui regroupe un million de travailleurs, n'a aucun accès à la presse et aux moyens d'information. Même les espaces payés dans la presse sont le plus souvent censurés !

■ **Quelles sont les réponses du gouvernement à vos revendications ?**

— Malgré nos nombreux appels à la négociation, il n'y a jamais eu de réponse. C'est pourquoi nous avons décidé, pour imposer cette négociation, de frapper les intérêts des patrons au cœur, et nous préparons une grève générale pour fin septembre.

Cette grève générale est préparée par un plébiscite où nous discutons avec les travailleurs de l'ensemble de nos revendications et organisons la mobilisation.

■ **La répression n'est-elle pas un frein à la mobilisation ?**

— On nous tue maintenant deux militants par jour. Des "grèves civiques" qui regroupaient toute la population ont été durement réprimées. Mais cela ne parvient pas, malgré tout, à empêcher les mobilisations.

■ **N'êtes-vous pas handicapés dans la préparation de cette grève générale, par l'absence d'une organisation telle que l'UNTS au Salvador, qui regroupe non seulement les syndicats mais aussi les associations des droits de l'Homme, de quartiers, les coopératives agricoles, les étudiants, etc. ?**

— **Bertina CALDERON** (secrétaire à la jeunesse de la CUT) : Effectivement. Il s'agit de niveaux différents de regroupement. La fondation de la CUT a déjà représenté un grand progrès, et il existe aussi des coordinations politiques, sociales, et paysannes.

Mais il nous reste à construire ce grand bloc des organisations politiques progressistes et des mouvements sociaux. Nous y travaillons, ce n'est pas facile, mais il y a un vent d'unité qui souffle. Nous avons compris que dans la guerre sale, il n'y a pas de différences entre quelqu'un de l'UP, quelqu'un de *A Luchar*, et un social-démocrate ou un libéral progressiste.

Nous devons nous unir pour faire face à la répression. Nous espérons que la préparation de cette grève générale permettra d'approfondir cette unité. ■

Août 1988.  
Propos recueillis par  
Eric Toussaint.



# Quelle stratégie pour le mouvement femme ?

**LE FORUM DES FEMMES** qui s'est tenu à Athènes le 26 juin dernier, a été une occasion, pour les participantes, de débattre des perspectives du mouvement de libération des femmes en Grèce, aujourd'hui et de tirer un bilan critique de son évolution durant ces quinze dernières années.

Dans son numéro de septembre, *Spartakos*, le journal de la section grecque de la IVe Internationale, a publié la contribution d'un groupe autonome de femmes, *Lamia* (Sorcière) qui analyse les tendances du mouvement des femmes en Grèce, leurs conceptions et leurs activités.

## DOCUMENT

**L**A PERIODE QUI A SUIVI 1974, la transition à la règle parlementaire, au cours de laquelle nous avons assisté à l'émergence, à la fois d'un mouvement moderne des femmes et d'un mouvement intégré aux partis politiques, a été difficile pour le féminisme. Nous avons eu une violente opposition entre "tradition" et "modernisme".

Pendant les années 60, il y a eu un développement capitaliste rapide et de profonds changements économiques et sociaux, ce qui a créé des tensions entre la nouvelle position des femmes et l'attitude traditionnellement arriérée par rapport à elles.

### Entre tradition et modernisme

Pendant la dictature, le gouvernement a propagé une idéologie incroyablement attardée et réactionnaire concernant les femmes. Une opposition tenace aux courants sociaux modernisateurs s'est développée. Cet emprisonnement du développement social a conduit à une explosion dès la première ouverture démocratique. Depuis lors et jusqu'à aujourd'hui, des changements importants se sont produits dans le statut des femmes dans la société grecque, produits à la fois des besoins du capitalisme en matière d'institutions plus conformes aux modifications qui étaient apparues, et des luttes du mouvement des femmes.

Dans le cadre de "l'europanisation" de la Grèce, sous tous ses aspects, un affrontement entre tradition et modernisation s'est déroulé dans tous les secteurs de la vie sociale. Dès son arrivée au pouvoir, le Parti socialiste (PASOK) a essayé - avec succès - de désamorcer cet affrontement à caractère explosif, en le canalisant dans le cadre de la réforme parlementaire, sans provoquer aucun soulèvement social si-

gnificatif. Cela s'applique en particulier au statut des femmes, dans une société qui, du moins en comparaison avec les conditions européennes, est fortement sous domination masculine. Les femmes jeunes, qui bénéficient des acquis de la nouvelle situation légale d'aujourd'hui, peuvent mieux comprendre les limites de cette égalité qui n'est que formelle. C'est dans cette couche que nous pouvons placer nos espoirs d'un renouveau du mouvement féministe.

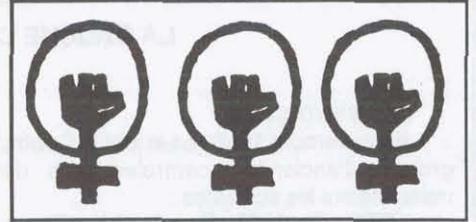
La Grèce est marquée par l'existence de grosses organisations de femmes liées aux partis de gauche, construites ou reconstruites après 1974, par l'opposition parlementaire de gauche de l'époque. Le développement et le poids de ces organisations ne sont pas comparables à ceux des grands pays développés d'Europe, où les mobilisations de masse des femmes sont devenues des événements familiers.

Ces organisations correspondent à la vieille conception des partis communistes traditionnels qui construisaient autour d'eux une série de formations ou de fronts apparemment indépendants, mais qui en réalité, n'étaient que des courroies de transmission pour la ligne du parti aux différents niveaux politiques et sur des questions spécifiques.

### Une courroie de transmission

L'une de ces organisations, l'Organisation des femmes de Grèce (OGE) est liée au Parti communiste pro-Moscou (KKE). Elle a pour principal objectif de défendre les droits démocratiques et civiques des femmes et de traiter des questions de l'égalité et des droits matériels dans le travail.

L'OGE ne remet pas en question le statut des femmes, ni l'oppression sexuelle dans la famille, ni ce qui en découle comme oppression sexuelle en général et violence contre les femmes. De même elle ne remet pas en cause les valeurs tradi-



tionnelles liées à la maternité, ni toutes les conceptions arriérées qui sont également enracinées dans les couches populaires. Elle n'a jamais compris les initiatives sur des questions comme l'avortement ou les mauvais traitements infligés aux femmes, ou les questions d'éducation sexuelle. Dans les divers domaines sociaux, elle ne soulève pas la question de l'instauration de conditions permettant la participation des femmes aux centres de prises de décision.

L'OGE n'a donc jamais élaboré une stratégie avec un ensemble complet de revendications et avec une orientation correspondante de lutte dans le mouvement syndical, car elle ne veut à aucun prix entrer en conflit avec les conceptions et les structures mâles établies.

### L'influence du PASOK

Le fonctionnement de l'OGE est très hiérarchisé. Il y a une série de cadres dont la seule tâche est de représenter les problèmes des femmes et les conceptions de l'organisation auprès des institutions d'Etat et de défendre et mettre en avant les intérêts des femmes, mais sans les mobiliser sur des revendications concrètes. Quand elle organise des mobilisations de masse, ces actions n'ont que des objectifs généraux, et ne cherchent qu'à faire avancer le travail du parti chez les femmes. En général, elle ne fait pas de travail à la base pour développer la conscience et l'activité des femmes.

L'Union des femmes grecques (EGE) a été formée en 1978, dans le cadre de tentatives plus générales du PASOK de se construire et de se structurer comme mouvement de masse. Elle a beaucoup de traits semblables à ceux de l'OGE, mais s'en distingue par une plus grande sensibilité aux questions femmes spécifiques et aussi par un caractère plus massif, une plus grande spontanéité et une activité à la base, surtout en province.

L'évolution de l'EGE n'a pas été seulement déterminée par le niveau de développement des préoccupations féministes en Europe et en Grèce mais, dans une plus grande mesure, par le développement du PASOK dans d'autres secteurs d'activité, syndicats, paysannerie, etc. La progression du PASOK en direction de la prise du pouvoir, à la fin des années 70, et sa conquête du pouvoir ensuite, ont été accompagnées d'une tentative de coopter ces mouvements pour les neutraliser et les transformer en instruments de la politique gouvernementale dans ces domaines.

De mouvement relativement massif et vivant, l'EGE s'est transformée en quel-

ques années en un groupe ossifié de cadres féminins dont le principal but était de promouvoir la politique du gouvernement à l'échelon international.

Le Conseil pour l'égalité est une autre forme du féminisme d'État. C'est une institution étatique créée par le PASOK pour l'avancement de l'égalité entre les deux sexes. En réalité, il n'a pas de pouvoir de décision, et fonctionne à la fois comme mécanisme de propagande pour diffuser des idées générales et comme tranquillisant pour les femmes qui n'ont pas compris que la maternité était la solution de tous les problèmes des femmes.

Le Mouvement des femmes démocratiques (KDN) est la troisième organisation de masse de femmes, également liée à un parti de gauche, le Parti communiste de l'intérieur, eurocommuniste. Cependant, la question du mouvement autonome des femmes (et la question de la place que ce PC offre à l'autonomie en général) a très vite différencié ses cadres des organisations mentionnées ci-dessus ; tant au niveau des objectifs que du fonctionnement. Le KDN a adopté les objectifs du mouvement autonome des femmes et participe à toutes ses initiatives. Ceci dit, les femmes qui n'ont pas été intégrées dans cet espace politique ne peuvent bien sûr pas le suivre dans tous les domaines.

L'autonomie du KDN étant relative, tous les problèmes, les choix politiques, les faiblesses, les actions et les divisions dans leur milieu, ont également influencé le mouvement.

### Le mouvement autonome

Le mouvement autonome des femmes a démarré en Grèce avec le mouvement de libération des femmes, au début de 1975. Au cours de la même période, bien sûr, nous avons vu la reconstruction de la gauche, la reformation des grands partis parlementaires, la prolifération des organisations de l'extrême-gauche et la reconstruction des syndicats. Les femmes à l'origine de ce mouvement étaient surtout des intellectuelles. Elles appartenaient à la gauche et à l'extrême-gauche et avaient des relations politiques étroites avec ces milieux politiques, mais aussi de nombreux conflits.

Au-delà des nuances idéologiques, ces femmes étaient d'accord pour estimer que l'oppression des femmes, comme catégorie sociale était due au système et ne pouvait être combattue que par une lutte organisée des femmes elles-mêmes. Elles se trouvaient confrontées à l'hostilité de la gauche parlementaire et extra-parlementaire. Dans la période initiale, leur premier souci a donc été de démolir les accusations "d'apolitisme" portées contre elles. A travers des déclarations de principe et par l'action, elles essayèrent de démontrer leur position anti-capitaliste, mais sans pouvoir formuler une stratégie révolutionnaire pour le mouvement des femmes.

Cette position défensive aggrava les contradictions créées par le double engagement de beaucoup des participantes. Le

mouvement s'est donc tourné vers la gauche et pas tellement vers les femmes qui, en tant que catégorie opprimée, auraient été à même de former la base collective du féminisme.

Malgré tout cela, ce mouvement posa les bases de l'existence autonome du mouvement des femmes. Il mena des campagnes pour la contraception et l'avortement, contre la conscription des femmes, contre les concours de beauté. Il organisa la solidarité avec les femmes travailleuses qui combattaient la sur-exploitation et l'oppression sexuelle au travail (sages-femmes, standardistes), pour les droits des étudiantes dans les dortoirs, ainsi que des campagnes contre l'oppression des femmes en Iran et d'autres campagnes internationales.



A partir de 1978, le mouvement commença à se désagréger, et en même temps, une pléthore de petits groupes féministes, des groupes de quartier, d'université, etc. apparut à Athènes et dans beaucoup de villes de province. En même temps, l'extrême-gauche commença à éclater.

Il se produisit toutefois un bourgeoinement du mouvement féministe, qui organisa des campagnes contre le viol, pour la liberté des femmes de se promener dans la rue et pour la justice au sein de la famille. Mais la période n'était pas favorable à cause du reflux du mouvement populaire, domestiqué et canalisé dans une logique parlementariste.

Ces conditions aidèrent au développement et à la perpétuation d'un féminisme anti-politique, tourné vers lui-même, méfiant par rapport à la gauche. Au lieu de la

formulation d'une stratégie féministe révolutionnaire, la préoccupation majeure devint celle de la formation d'une sphère féministe privée. Jusqu'à aujourd'hui, cette tendance a prévalu dans le mouvement autonome des femmes, et l'a marginalisé.

En Europe, il existe deux courants distincts, bien définis et solides dans le mouvement des femmes. En Grèce, au contraire, les courants qui existent ne sont pas cristallisés. Pourtant, deux orientations latentes étaient présentes depuis le début : l'une était représentée par les femmes socialistes, avec une référence plus générale à la gauche ; alors que d'autres femmes mettaient principalement l'accent sur l'oppression idéologique, politique et sexuelle, plutôt que d'élaborer une politique féministe révolutionnaire et de former un mouvement autour de problèmes concrets.

### Discuter des divergences

Pour les femmes de la première tendance, l'oppression a de multiples facettes : économique, sociale, idéologique, politique et sexuelle. Ce sont elles qui ont été à l'origine de toutes les initiatives du mouvement autonome des femmes, sauf celles sur le viol. Mais elles n'ont pas réussi non plus, à avancer une stratégie plus systématique.

C'est avec beaucoup de précautions que ces divergences ont été exposées publiquement. La grande hostilité de la société envers le féminisme à cette époque, a poussé les féministes autonomes à voiler les divergences qui existaient entre elles, par crainte de rompre la solidarité entre femmes. Elles cherchèrent ainsi à protéger leur existence commune. Cependant, cette occultation des divergences n'a pas, en dernière analyse, bénéficié à l'unité et au développement du mouvement des femmes, mais au contraire, a conduit à le neutraliser et à le rendre inopérant. Une autre approche de ce problème aurait pu permettre une réelle discussion, aurait avivé les points de désaccord et les aurait élevés à un niveau théorique.

C'est là une leçon historique qui doit être intégrée dans notre collaboration et notre activité d'aujourd'hui. Nous voulons un mouvement capable de prendre des initiatives sur toutes les questions de l'oppression des femmes, campagnes pour la représentation des femmes, campagnes pour l'éducation sexuelle, refuges pour les femmes battues, campagnes pour introduire la question des femmes dans les syndicats, etc.

Nous devons, nous-mêmes comprendre que le droit à la critique, aux divergences et à la formation de courants systématiques est un droit démocratique fondamental, et commencer à agir sur la base de cette conception, qui n'existait pas dans le passé.

Nous voulons un féminisme vivant, basé sur la raison, la responsabilité, l'esprit critique et l'efficacité. ■

Spartakos  
26 juin 1988.

## ■ PHILIPPINES

### Aquino repousse les élections dans les villages

LA PRESIDENTE Aquino a obtenu le soutien du Congrès pour un report des élections prévues pour novembre dans les 42 000 *barangays*, ces villages qui sont les plus petites entités locales. La Présidente a fait valoir que ces élections mettraient en danger le déploiement contre-insurrectionnel de l'armée. Un porte-parole du gouvernement a fait savoir que les élections pourraient avoir lieu en mars prochain, après la mise en place d'un nouveau plan contre-insurrectionnel qui permettrait à l'armée de mieux contrôler les 8 500 *barangays* "influencés ou infiltrés" par la guérilla de la Nouvelle armée populaire (NAP).

## ■ ETATS-UNIS

### Accidents nucléaires en catimini

LE DEPARTEMENT américain à l'Energie vient de reconnaître publiquement qu'à l'instar de son prédécesseur, la Commission à l'Energie atomique, il avait dissimulé pendant plus de 28 ans, un grand nombre d'accidents - dont certains étaient très sérieux, est-il précisé - survenus à l'usine de Savannah River en Caroline du Sud. Le responsable du Département a tenu à dire que si l'entreprise responsable de la mise en œuvre de l'énorme entreprise, en l'occurrence le trust pétro-chimique Dupont de Nemours, avait bien notifié les accidents/incidents, ces informations furent tenues secrètes par l'administration concernée. Dans un memorandum écrit en 1985, un responsable de Dupont, faisait le bilan d'une trentaine d'accidents "de réacteur, dont certains très importants" et ayant provoqué une large contamination radio-active. Le Département justifie cette "discretion" par le texte Manhattan Project de 1942, qui fait de tout incident dans une centrale de production d'armes atomiques, un secret défense nationale.

## ■ HAITI

### Le Père Aristide devra partir

LE PERE JEAN-BAPTISTE Aristide, figure de proue de l'église engagée en Haïti, menacé de mort à plusieurs reprises et qui a récemment échappé à deux attentats, devra quitter le pays. C'est ce qu'a décidé la hiérarchie

catholique de l'île qui l'accusait de prêcher "la lutte de classe" et de défier ainsi l'autorité papale. Prêtre salésien, le Père Aristide a reçu des supérieurs de son ordre depuis Rome, la notation de sa mutation ... au Canada. Les habitants des bidonvilles de Haïti parmi lesquels "Titi" Aristide était un leader populaire rendent responsables de cette sanction, le nonce apostolique, Mgr Paolo Romeo qui avait plusieurs fois rappelé à l'ordre le Père Aristide.

## ■ YUGOSLAVIE

### Les méfaits du FMI

LE DIRECTEUR du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus a exigé du Premier ministre yougoslave Branko Mikulic, qu'il a rencontré dans les premiers jours d'octobre, que le pays poursuive sa cure d'austérité. En mai dernier fut introduit un nouveau train de mesures économiques qui conditionnaient le déblocage d'un nouveau prêt *standby* par le FMI d'un montant total de 320 millions de dollars. Ces mesures comprenaient un gel des salaires, la libéralisation des prix et des importations. Confronté à des revendications ouvrières importantes, le gouvernement yougoslave souhaiterait maintenant négocier l'assouplissement du plan du FMI, mais ce dernier ne l'entend pas de cette oreille.

Le taux d'inflation a été de 129% pour les neuf premiers mois de l'année et les projections tablent sur une estimation de l'ordre de 200% pour l'ensemble de l'année 1988.

La dette extérieure de la Yougoslavie atteint les 21 milliards de dollars pour une population de 23 millions d'habitants.

## ■ CUBA

### Séoul = Guantanamo

"SI CUBA N'A PAS ETE aux jeux olympiques de Séoul, ce ne fut pas pour des problèmes de sécurité, mais pour des raisons de dignité" a déclaré Fidel Castro, tout en condamnant l'attitude de l'Union soviétique et des autres pays du "socialisme réellement existant" pour leur participation à cette manifestation. Fidel Castro ajoutait "le choix de Séoul n'était qu'une manœuvre politique pour maintenir la division des deux Corées" comparable à l'occupation de la base américaine de Guantanamo sur le sol cubain.

Une pierre de plus dans le jardin de l'indéfectible amitié soviéto-cubaine qui n'en manque pas ces temps-ci...



## ■ ARGENTINE

### C'est l'amnistie finale

LE MAGAZINE ESPAGNOL *Interviú* révèle dans son numéro de début octobre qu'à en croire certaines sources sûres proches du candidat péroniste aux prochaines présidentielles, Carlos Menem, un accord secret aurait été passé entre le Président Raul Alfonsín, le candidat de l'Union civique radicale (le parti gouvernemental), Eduardo Angeloz et la direction du Parti justicialiste (péroniste) Menem et Antonio Cafiero. Cet accord porterait sur la libération des militaires de la Junte en place sous la dictature et actuellement emprisonnés pour leur responsabilité dans les massacres commis par l'armée entre 1976 et 1983. Selon le magazine, les emprisonnés pourraient être libérés à Pâques 1989 à la condition expresse qu'ils quittent l'Argentine pour un pays de leur choix et qui pourrait être l'Espagne, les Etats-Unis ou la France. C'est le primat d'Argentine, le cardinal Raul Primatesta qui aurait joué les *messieurs bons offices* entre les différents politiciens et les militaires.

.EST

... C'EST  
UNE MAQUETTE  
... L'ORIGINAL  
EST UN  
DÉSASTRE !



## ■ ETAT ESPAGNOL

### Un marché de dupes

TELLE EST L'OPINION des Espagnols sur l'accord de défense passé entre les Etats-Unis et l'Etat espagnol et qui ressort d'un sondage effectué à la demande du quotidien *El Pais*.

- 68% d'entre eux estiment que l'Espagne a dû faire des concessions majeures ;  
- 54% (contre 30%), jugent que ce nouveau traité ne respecte pas le référendum sur l'OTAN de 1986 qui prévoyait l'interdiction de l'entrée d'armes nucléaires et la réduction des troupes américaines sur le territoire ;  
- 64% de la population (contre 30%) pensent que les Etats-Unis pourront effectivement faire entrer du matériel nucléaire en Espagne.  
Ce pourcentage monte à 74% à Madrid ;  
- 44% des personnes interrogées estiment que le PSOE a modifié sa position sur la défense et les relations internationales depuis son accession au pouvoir en 1982, auxquels il faut ajouter les 27% qui jugent qu'il a radicalement changé de politique sur cette question.

## ■ UNION SOVIETIQUE

### Le nucléaire malade de l'opinion publique

DE L'ARMENIE à la Lituanie, dans la presse et dans la rue, l'industrie nucléaire soviétique subit aujourd'hui des attaques jusque-là méconnues de l'opinion publique.

La méfiance des Soviétiques depuis Tchernobyl s'est transformée par les effets de la *glasnost* en manifestations quasi-systématiques à l'encontre des centrales en activité et en opposition vigoureuse à toute nouvelle mise en chantier de centrale nucléaire.

A cette date, les autorités soviétiques ont dû renoncer à cinq centrales qui devaient être construites dans le cadre du plan énergétique prévu jusqu'à la fin du siècle. Le ministère de l'Energie atomique a décidé de contre-attaquer par des méthodes très *perestroïka*, en lançant une campagne de publicité sur les bienfaits du nucléaire dont le principal argument sera en substance "si vous voulez que l'on produise plus de biens de consommation (et qui ne le souhaite pas en URSS aujourd'hui !) il faut de l'énergie et donc du nucléaire".

Un centre de relations publiques va être ouvert auquel les Soviétiques pourront téléphoner gratuitement. Lourde tâche puisque selon le ministère,

les opposants au nucléaire seraient beaucoup plus nombreux que ses partisans.

## ■ TAIWAN

### Sus aux usines polluantes

LES HABITANTS EN COLERE de Lin Yuan, une ville du Sud de Taïwan, ont bloqué 17 des principales usines pétrochimiques du pays, le 12 octobre dernier, pour protester contre la pollution. Les manifestants accusent ces usines de polluer de leurs déchets les viviers à poissons et les aires de pêche en haute mer. Ils exigent une indemnité de 2 milliards de dollars Taïwan (1T\$ = 0,2 FF). Les compagnies, incapables de réunir la somme, ne voulaient verser que 700 millions de T\$. Les habitants de Lin Yuan ont rejeté cette contre-proposition et ont décidé de passer aux actes. Selon les estimations, chaque jour de fermeture coûtera plusieurs centaines de millions de T\$ aux propriétaires des usines. Parmi les usines bloquées, se trouvent des usines de raffinage de naphte, dont deux appartiennent à l'Etat, et qui assurent les deux-tiers de la production d'éthylène du pays, une des matières premières clefs de l'industrie.

Plusieurs produits manufacturés étant à base d'éthylène, c'est l'ensemble des exportations de Taïwan qui est ainsi perturbé.

## ■ PARAGUAY

### Des affaires de famille

ALORS QU'AU CHILI, les fidèles du général Pinochet tentent de voir s'il serait possible de présenter la digne épouse du dictateur - Madame Lucia Hiriart - à l'élection présidentielle prévue pour novembre 1989, faute de pouvoir proposer Pinochet en personne, au Paraguay, c'est Stroessner-fils qui pourrait succéder à Stroessner-père. La fraction la plus proche du dictateur au sein du parti Colorado, qui a écarté les "mous" de la direction voilà quelques temps, a d'ores et déjà demandé au lieutenant-colonel Gustavo Stroessner d'accepter officiellement la succession de papa. On parle même de l'éventuelle création d'un poste de Vice-président qui serait mis en place tout exprès pour lui afin de rendre cette succession plus "constitutionnelle". Bien connu comme *businessman* heureux en affaires, Stroessner junior se voit reprocher par certains cercles militaires de "manquer de personnalité" pour pouvoir garder fermement en main le pouvoir dans la plus vieille dictature d'Amérique latine.

## ■ UNION SOVIETIQUE

### Les autobus sur le qui-vive

LES CONDUCTEURS de bus de la petite ville de Lipetsk, en Russie centrale, viennent de rejeter leur syndicat et de créer leur propre organisation "initiative publique pour la *perestroïka*" qui, selon l'agence soviétique *Tass*, participera aux élections du nouveau comité syndical de l'entreprise.

De l'avis de tous, les syndicats officiels sont une institution moribonde et sclérosée. Ces derniers temps, une discussion a commencé dans le journal des syndicats, *Trud*, pour savoir comment réformer ces syndicats, si tant est qu'ils puissent l'être. Une nouvelle législation sur les syndicats est en préparation, dont l'un des enjeux est la reconnaissance ou pas du droit de grève.

# Les élections truquées de Diouf

**ANCIENNE COLONIE FRANCAISE, le Sénégal accède à l'indépendance au début des années 60, mais reste très dépendant de son ancienne métropole. Il fait partie de la zone franc et abrite une base militaire française.**

**Depuis l'indépendance, le Sénégal est dirigé par le Parti socialiste. Abdou Diouf a pris la relève de Léopold Senghor à la présidence de la République et à la tête du PS, en 1981. Le PS sénégalais est un membre éminent de l'Internationale socialiste, sous les bons auspices de son grand frère français.**

**Vivant essentiellement de la production d'arachide (près de la moitié des exportations) et de phosphates, l'économie sénégalaise a connu une très dure récession depuis une dizaine d'années avec la chute des prix mondiaux des matières premières.**

**Depuis 1979, le Sénégal applique un plan d'austérité et de restructuration dicté par la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI). Ce plan, devant se poursuivre jusqu'en 1992, prévoit entre autres, la privatisation d'une dizaine des 86 entreprises d'Etat, dont tout le secteur lié à la production d'arachides ; une réduction des tarifs douaniers à l'importation ; une libéralisation totale du code des investissements ; la suppression des crédits agricoles et le changement des lois du travail, permettant des licenciements en masse, notamment dans le secteur public qui engloutit les trois quarts du budget pour le paiement des salaires des employés d'Etat.**

**La dette extérieure du Sénégal est passée de 1,8 milliard de dollars en 1985, à 3 milliards en 1987, alors que le revenu annuel par habitant n'est que de 420 dollars. En 1987, en guise d'encouragement pour le succès du premier volet de sa politique d'austérité, le gouvernement sénégalais a obtenu le rééchelonnement de sa dette et un crédit supplémentaire de 93 millions de dollars.**

**Dans cet "oasis de démocratie occidentale en Afrique" où règne la corruption et où la fraude électorale est monnaie courante, la "révolte scolaire" et la contestation, par l'opposition, des résultats des élections présidentielles et législatives de février 1988 ont ouvert une période de crise politique.**

## Amadou GUIRO

**Q**UATRE CANDIDATS se sont présentés à l'élection présidentielle du 28 février 1988. Abdou Diouf, président sortant et candidat du Parti socialiste, Abdoulaye Wade du PDS, Babacar Niang du PLP et Landing Savané (1) de And-Jef/MRDN, ce candidat était aussi soutenu par l'OST. Par ailleurs, six listes ont été présentées aux élections législatives qui se déroulaient en même temps ; il s'agissait des listes du PS, du PDS, du PLP, du PDS-Rénovation, du PIT et de la LD/MPT. (Voir encadré).

Les meetings électoraux ont vu une mobilisation sans précédent du peuple sé-

négalais derrière les partis de l'opposition.

Sans aucun doute, c'est le candidat libéral Abdoulaye Wade qui a réussi, grâce à ses promesses démagogiques à capter cette mobilisation populaire derrière lui.

Wade représentait pour les masses la perspective d'un changement immédiat et tout portait à croire qu'il allait battre Diouf aux élections.

Le candidat révolutionnaire, Landing Savané, surnommé "candidat sans illusions", parce qu'il n'a jamais douté que le PS allait tricher une fois de plus, a développé un programme anti-impérialiste contre les plans du FMI et de la Banque Mondiale, pour une alternative populaire

et pour la défense des libertés démocratiques. C'était la première fois qu'un militant révolutionnaire participait à l'élection présidentielle, mais cette candidature réussit à s'imposer jour après jour et à gagner une crédibilité et une audience certaine, surtout dans la jeunesse.

Le candidat nationaliste du PLP, B. Niang, qui faisait une campagne timide a dû durcir ses discours lorsqu'il devint évident que Diouf et ses acolytes allaient frauder.

Malgré le soutien des "marabouts" (2), et les milliards débloqués, Abdou Diouf et le PS firent une piètre campagne. Les partis d'opposition avaient beau jeu, en effet, de dénoncer et d'expliquer à la radio et à la télévision, les conséquences de près de 30 années de ruine et de gabegie organisées par le PS, sans oublier les politiques du FMI et de la BM.

En pleine campagne, un journal de langue française *Taxi ville*, dévoila, malgré la censure, les richesses scandaleuses accumulées par la famille et les proches du Président (villas à Beverly Hills, et sur la côte d'Azur, yacht, main basse sur l'industrie textile, etc.)

## Silence, on fraude !

Abdou Diouf était complètement discrédité. Dans la ville de Thiès la population reçut le cortège électoral de Diouf à coup de cailloux.

Lors de sa dernière allocution radio-télévisée, Diouf cédant à la panique, traita les dirigeants de l'opposition de "bandits de grands chemins" et la jeunesse sénégalaise de "jeunesse malsaine". Il promit d'assainir tout cela après les élections, certain malgré tout de sa réélection.

Les partis réformistes, le PIT et le LD/MPT qui se revendiquent pourtant du marxisme, en arrivèrent lors de la campagne à gommer toutes leurs divergences avec Wade et le PDS. Sans pour autant qu'aucun document électoral commun ne soit signé entre ces trois formations.

Le jour des élections, les fraudeurs du PS avaient en leur possession des cartes d'électeurs qu'ils n'avaient pas distribué à leurs destinataires. Il leur était alors facile d'essayer de voter cinq, dix, voire vingt fois dans des bureaux de vote différents dans la mesure où le code électoral n'oblige pas l'électeur à décliner son identité au moment du vote. Les militants des partis d'opposition et les sans partis s'étaient massés dans les bureaux de vote pour parer à cette éventualité. Les brigades de vigilance réussirent à empêcher les fraudeurs du PS de bourrer les urnes, surtout dans les centres urbains. Dès lors, il ne restait plus au pouvoir qu'à orchestrer la fraude à un niveau supérieur. C'est ainsi que sur la base des résultats de moins de dix bureaux de vote, dont pas un seul de Dakar, le mi-

1) voir dans *Inprecor* numéro 261 du 14 mars 1988, une interview de L. Savané.

2) Les "marabouts" sont des notables et dignitaires islamiques regroupés dans plusieurs confréries.

nistère de l'Intérieur annoncera, tard dans la soirée du 28 février, des résultats truqués donnant 76% des suffrages exprimés à Abdou Diouf.

Le lendemain, 29 février, la population de Dakar, et surtout des quartiers populaires, sortit dans la rue pour protester contre les résultats proclamés. Des milliers de manifestants, des jeunes essentiellement, se rendirent au monument de l'indépendance à proximité du siège du PDS. Au bout de quelques heures, c'était l'affrontement avec les forces de l'ordre qui voulaient les disperser. Les manifestants mirent le feu aux bus, aux grosses voitures, aux stations d'essence.

Le soir même, le gouvernement décréta l'état d'urgence et le couvre-feu sur toute la région de Dakar. Les étudiants furent délogés à coups de matraques. L'université et tous les établissements scolaires furent fermés. Abdoulaye Wade, toute la direction du PDS ainsi que le Secrétaire général du PIT, Amath Dansokho, furent arrêtés. Wade était ainsi privé de la possibilité de contester les résultats électoraux alors qu'il affirmait détenir tous les procès verbaux des bureaux de vote. Dès lors, il s'agissait pour les partis d'opposition de s'unir au-delà des divergences programmatiques pour défendre les libertés démocratiques.

### Le "cadre des Onze" organise la contestation

C'est ainsi que naquit un cadre d'unité d'action de l'opposition appelé "cadre des Onze" (3). La première plate-forme des Onze, signée le 5 mars 1988, réclamait :

— La libération immédiate d'Abdoulaye Wade, d'Amath Dansokho de toutes les autres personnes arrêtées à l'occasion des élections et de tous les détenus politiques.

— La levée de l'état d'urgence et du couvre-feu.

— L'annulation des élections et l'organisation d'une nouvelle élection libre et démocratique.

— Le plein respect des libertés et des droits des partis politiques et des citoyens.

— La réouverture des établissements scolaires et universitaires.

— La prise en compte des revendications et aspirations de la jeunesse.

— La diminution des prix des denrées alimentaires et produits de consommation courante, notamment du riz, du sucre, de l'essence, de l'électricité, etc.

Sous l'impulsion du "cadre des Onze", quelques comités de résistance populaire (CRP) commencèrent à voir le jour. Il s'agissait de comités unitaires regroupant des militants des partis et des démocrates. Ces comités prenaient en charge les mots d'ordre des Onze ainsi que l'organisation de concerts de casseroles, en guise de protestation, des affichages, diffusions de tracts, manifestations. Pour les réformistes, les CRP ne devaient regrouper que des militants des partis tandis que pour les ré-

volutionnaires, les CRP devaient être conçus comme des cadres d'auto-organisation.

Chaque semaine des manifestations nationales étaient organisées à l'appel des Onze, manifestations qui se soldaient par des arrestations et des procès, ce qui donnait lieu à de nouvelles mobilisations.

Le 4 avril, jour de la fête de l'Indépendance, Abdou Diouf qui avait donc été "élu" avec 73% des voix (4), organisa avec ses compères, une fête éclair qui ne dura pas plus de 30 minutes, sur la place de l'Indépendance à Dakar. Tout le centre-ville était bouclé par les forces de l'ordre pour empêcher la population d'y accéder. Malgré l'état d'urgence, l'opposition de son côté appela à une manifestation dans un quartier populaire de la capitale.

Le 1er mai, le bureau confédéral de la Confédération nationale des travailleurs sénégalais (CNTS), le syndicat officiel, prétextant l'état d'urgence, appela les travailleurs à ne pas organiser de défilé mais à se rendre dans les sièges syndicaux. Le Bureau confédéral se contenta de présenter discrètement un cahier de doléances à Diouf. Les tentatives des syndicats autonomes d'organiser une manifestation se soldèrent par un échec. L'une des causes de cet échec réside dans la subordination de certains de leurs responsables aux partis réformistes. Le "cadre des Onze" appela de nouveau à une manifestation dans le quartier Niary Tally, devenu un symbole de la résistance à l'arbitraire de Diouf. Les forces de l'ordre tentèrent d'empêcher la manifestation. La jeunesse riposta avec des pavés et mit le feu à des pneus pour barrer la route aux policiers et aux gendarmes.

La mobilisation post-électorale culmina lors du procès de Wade et des dirigeants du PDS. Ils étaient traduits devant la Cour de Sécurité de l'Etat pour "atteinte à la sécurité de l'Etat". Un collectif de 30 avocats sénégalais ainsi que des avocats français, algériens et congolais se mit en place pour assurer leur défense.

### Procès bidon pour Wade

A l'ouverture du procès, un mois après les arrestations, Wade fit une déclaration solennelle devant le juge d'instruction affirmant qu'il avait obtenu la majorité à l'élection présidentielle avec 56% des voix. Tout au long du procès, on attendit en vain la publication des procès-verbaux électoraux qu'il disait détenir. Même si le délai du recours légal était dépassé, cela aurait renforcé la mobilisation populaire.

Ceci dit, la défense des inculpés permit de dénoncer la mascarade électorale. Elle dévoila la vérité sur des arrestations qui n'avaient été commanditées que pour empêcher le PDS de contester les résultats des élections dans les 48 heures suivant le scrutin. Afin de ne pas cautionner un procès bidon qui ne respectait pas les droits de la défense, les avocats décidèrent de ne plus plaider et quittèrent définitivement la salle d'audience. Au cours du pro-

### Les partis politiques sénégalais

**PS** – Parti socialiste, anciennement UPS, au pouvoir depuis l'indépendance, membre de l'Internationale socialiste, dirigé par Abdou Diouf.

**PDS** – Parti démocratique sénégalais, organisation libérale bourgeoise dirigée par Abdoulaye Wade.

**PLP** – Parti pour la libération du peuple, organisation nationaliste, dirigée par Babacar Niang.

**And-Jef/MRDN** – Mouvement révolutionnaire pour la démocratie nouvelle, organisation révolutionnaire d'origine maoïste.

**OST** – Organisation socialiste des travailleurs, section sénégalaise de la IVe Internationale.

**PDS-Rénovation** – scission du PDS orchestrée par le pouvoir, a soutenu A. Diouf lors des présidentielles.

**PIT** – Parti de l'indépendance et du travail, parti pro-soviétique.

**LD/MPT** – Ligue démocratique - Mouvement pour le parti du travail, organisation pro-soviétique.

cès la population se rendait massivement au Palais de justice dont l'accès était filtré par une impressionnante barrière policière. Chaque jour, les audiences se terminaient par des manifestations de rue à l'appel du "cadre des Onze".

C'est au cours de cette période qu'exploserent deux voitures piégées dans la capitale. La canalisation d'eau qui alimente la ville de Dakar fut également sabotée. Ces actions furent revendiquées par un "Mouvement du 29 février" et les "Brigades révolutionnaires du Sénégal", tous deux inconnus jusqu'à ce jour.

Un tract signé par "un groupe d'officiers de l'armée sénégalaise" circula. Il dénonçait la corruption d'officiers de la gendarmerie qui auraient reçu la somme de 150 000 000 francs CFA (1 franc CFA = 0,02 FF, ndlr) pour "mater sans pitié les manifestants et assurer une éventuelle sécurité du chef de l'Etat si la situation devait empirer".

Face à une situation mettant en danger le sort du régime, Diouf décida de lâcher du lest. C'est ainsi que le 1er mai, il annonça une baisse des prix de certaines denrées de

3) Regroupant, outre le PDS, le PIT, And-Jef/MRDN, la LD/MPT et l'OST, les formations politiques suivantes, le Parti africain de l'indépendance (PAI) ; le Mouvement pour la démocratie populaire (MDP) ; le Parti populaire sénégalais (PPS) ; la Ligue communiste des travailleurs (LCT) ; le Front national patriotique (FNP) qui regroupe le PAI, le MDP, le PPS et des indépendants ; et l'Union pour la démocratie populaire (UDP).

4) D'après les résultats officiels proclamés par la Cour suprême, Abdou Diouf eut 73 % des voix. Le PS obtint 103 députés et le PDS 17.

première nécessité, surtout dans les villes : le riz, le sucre, l'huile... Mais la population jugea ces baisses dérisoires (5). En fait elles ne lui coûtaient rien puisqu'il décidait en même temps de diminuer de 90 à 70 francs le kilo, le prix d'achat de l'arachide aux paysans. Le même jour, Diouf décida également de lever l'état d'urgence à Dakar.

La deuxième étape dans la stratégie de Diouf consistait à ramener l'opposition sur la voie du dialogue. Ainsi, à l'occasion de la fête de la Korité qui marque la fin du jeûne (Ramadan) chez les musulmans, et qui est considérée comme une fête du pardon, Diouf fit un discours dans lequel il annonçait l'amnistie de tous ceux qui avaient été condamnés pendant la période post-électorale et appelait à la réconciliation nationale.

### Table ronde

Il lança également un appel à l'organisation d'une table ronde avec Abdoulaye Wade pour discuter des problèmes auxquels la Nation était confrontée. Aussitôt, ce dernier répondit favorablement, laissant tomber du coup ses prétentions à la Présidence. La presse s'empressa de répercuter l'événement afin de détourner l'attention et de démobiliser les comités populaires.

C'était le début de la dislocation du "cadre des Onze", huit d'entre-eux, dont And-Jef refusèrent de cautionner la table ronde appelée par Diouf. Le PIT et la LD/MPT se mirent une fois de plus à la remorque de la bourgeoisie libérale et décidèrent d'accompagner Wade.

Confrontés au blocage du "cadre des Onze", And-Jef et l'OST organisèrent un meeting d'explication le 28 mai à Niary Tally pour dénoncer la table ronde comme une opération de démobilisation élaborée par l'impérialisme et la bourgeoisie néo-coloniale. Les deux partis appelèrent à la poursuite de la mobilisation populaire et au renforcement de l'organisation des masses.

La table ronde n'aboutit finalement qu'à une discussion sur le cadre électoral et l'accès des partis aux médias. (Elle capota en octobre).

Le seul vainqueur de cette duperie, fut Abdou Diouf qui se sortit de l'impasse, alors que Wade se discréditait pour avoir négocié avec lui sa mise en liberté en désamorçant, en échange, le mouvement social qui se radicalisait.

L'élément marquant de cette période aura été l'irruption de la jeunesse sur la scène politique. Cette mobilisation est le résultat d'un mécontentement généralisé par rapport à la politique de Diouf. En effet, avec l'application des nouvelles politiques du FMI et la Banque mondiale sur le terrain de l'école, la situation n'a cessé

d'empirer. La politique du gouvernement dite "Ecole Nouvelle" a été synonyme de pénurie : les internats ont été supprimés, le système des classes à double flux a été instauré dans les campagnes et les écoles des quartiers populaires ; les effectifs sont pléthoriques (jusqu'à 90 élèves par classe) et le déficit en tables et bancs est chiffré à 105 000. Le recrutement des enseignants a considérablement régressé, tandis que le niveau a baissé ; le manque d'eau, les pannes d'électricité, l'insuffisance des livres et la quasi absence d'équipements socio-éducatifs et de médicaments dans les infirmeries sont monnaie courante dans les lycées.

A l'université, la situation n'est pas meilleure : amphithéâtres surchargés, manque de matériel de travaux pratiques, budgets de misère dans les facultés, etc. La conséquence est une accumulation

de troubles coopérants aux salaires supérieurs à 1 000 000 francs CFA/mois occupent des emplois que des nationaux d'égale compétence auraient pu assurer.

Près de 70% des Sénégalais ont moins de 35 ans. L'exode rural gonfle le flot des chômeurs dans les villes. Par ailleurs, les restrictions en matière d'immigration dans les métropoles capitalistes limitent les possibilités d'émigration.

Les grèves dans les lycées et universités étaient monnaie courante depuis des années, mais celle de 1988 a eu un caractère particulier.

Dès le mois de janvier, le lycée de Thiès se mit en grève pour demander la réintégration d'une élève exclue. Rapidement, les revendications spécifiques s'y greffèrent. En solidarité avec leur camarade de Thiès, les autres lycées emboîtèrent le pas et le mouvement se généralisa à tout le pays. Préoccupé surtout par les élections, Diouf et son gouvernement ne s'intéressèrent pas aux revendications des lycéens.

En février 1988 démarrait la campagne électorale et toute la politique du gouvernement devient alors la cible de l'agitation scolaire. "L'Ecole Nouvelle" est au centre des dénonciations de l'opposition. Durant les élections, la jeunesse se mobilisa activement aux côtés de l'opposition et contribua à faire échec aux fraudeurs du PS. Elle sabota les meetings du PS.

### La révolte scolaire

Le lendemain du scrutin, le gouvernement décida de fermer l'université alors que les étudiants n'étaient pas encore en grève. La jonction venait d'être faite entre le mouvement lycéen et le mouvement étudiant. C'est dans la rue, lors d'affrontements avec les forces de l'ordre que s'opéra le pont entre les scolaires et les non scolaires. Diouf se mettait toute la jeunesse sénégalaise à dos. Le cri de ralliement était "Sopi, Sopi", (changement en langue

Wolof, ndr) le mot d'ordre du PDS que la jeunesse reprit à son compte, manifestant ainsi son aspiration au changement. Pour bon nombre de jeunes, Wade représentait la perspective d'un changement immédiat. Mais la jeunesse a été très sensible aux discours de Landing Savané, le candidat des ouvriers, paysans et intellectuels patriotes qui clôtura sa campagne électorale par un grand meeting sur le campus universitaire.

La jeunesse ne tarda d'ailleurs pas à perdre ses illusions vis-à-vis du candidat libéral, A. Wade. Dès sa sortie de prison, ce dernier exhorta les élèves et les étu-

d'échecs massifs aux examens. Mais l'angoisse majeure, c'est le chômage qui touche toute la jeunesse, scolarisée ou non.

En matière d'emploi, la fonction publique ne recrute presque plus. Une cellule spéciale de la Présidence de la République est chargée du contrôle de la masse salariale. Elle doit donner son aval avant toute embauche. Les écoles de formation recrutent au compte-goutte. Au total ce sont plus de 1 000 étudiants ayant leur maîtrise, des médecins, des ingénieurs, des pharmaciens qui sont actuellement au chômage, pour ne parler que des diplômés de l'enseignement supérieur. Le plan d'insertion des diplômés mis en place est presque un échec et la politique de "sénégalisation" des emplois est peu suivie par le patronat. Près de 2 257 Français et au-



5) Le prix du kilo de riz baissa de 160 francs CFA à 130 francs CFA, alors que la revendication populaire était de 60 francs CFA pour un kilo de riz.



dians à reprendre le chemin de l'école alors que leurs revendications n'étaient pas satisfaites. La coordination des étudiants de Dakar et la coordination des élèves du Sénégal rencontrèrent Wade et réaffirmèrent leur indépendance vis-à-vis des partis politiques.

Plutôt que de satisfaire les revendications étudiantes, le pouvoir tenta de corrompre certains dirigeants lycéens. Près de 6 millions de francs CFA (qui auraient pu régler une partie des revendications) furent versés à des membres de la coordination des élèves, pour liquider le mouvement. Ils furent vite démasqués et exclus de la coordination.

Le gouvernement tentera également de liquider le mouvement en fixant une date limite de réinscription au-delà de laquelle, les élèves non inscrits seraient exclus. La manœuvre échoua car tous allèrent se réinscrire et se remirent aussitôt en grève.

### "Sopi, Sopi!"

Les négociations ont souvent buté sur l'attitude du gouvernement qui, au moindre progrès remettait tout en cause : interdiction d'assemblées générales, tentative d'expulsion d'un étudiant malien, organisation d'examens bidons, etc., créant l'impasse.

L'année 1988 aura été une année "chômée". Sur près de 15 000 étudiants que compte l'université de Dakar, moins d'une centaine (surtout des élèves militaires) ont passé des examens de fin d'année. L'examen du diplôme de fin d'études moyennes (DFEM) n'a pas été organisé pour les classes de 3e. L'examen du Baccalauréat s'est déroulé dans une atmosphère d'état de siège. Tous les élèves

des écoles militaires et privées ont pu passer le bac. Ils représentaient à peine 10% des effectifs. Dans le public, plusieurs centres n'avaient même pas un seul candidat.

Au mois de juin, lors du concert organisé à Dakar par S.O.S Racisme simultanément à ceux de Paris et de New-York, ni le ministère de la Jeunesse, ni le ministère de la Culture ne purent s'adresser aux 40 000 jeunes venus témoigner leur solidarité avec la lutte anti-apartheid. Ils ont été hués et ont dû se taire. Harlem Désir a été chahuté aux cris de "Sopi, Sopi" lorsqu'il a voulu remercier Abdou Diouf : la jeunesse était devenue allergique au pouvoir ! Cependant, contrairement à Mai 68, qui avait vu s'établir la jonction entre la jeunesse et les travailleurs, pour déboucher sur la grève générale (6), les travailleurs n'ont pas bougé.

### Des syndicats inféodés

La principale centrale syndicale, la CNTS (Confédération nationale des travailleurs sénégalais), est inféodée au Parti socialiste. Douze de ses membres ont été élus députés et deux d'entre-eux sont ministres, tandis que le secrétaire général est vice-président à l'Assemblée nationale. Autant dire que pour le Bureau confédéral, il n'est pas question de participer à tout ce qui pourrait déstabiliser le régime. Au cours de la campagne électorale, la revendication générale de la baisse du prix des denrées alimentaires avait eu un écho considérable auprès des travailleurs. Les assemblées générales des travailleurs exigeaient leur baisse et une augmentation des salaires. Le Bureau confédéral négocia une baisse dérisoire des prix du riz, de l'huile et du sucre avec Diouf. Le 1er mai, le tour était joué, les travailleurs n'allaient pas bouger.

Mais l'angoisse du licenciement constitue aussi un élément à prendre en compte pour comprendre l'attitude des travailleurs. En effet, depuis l'application du programme du FMI et de la BM en 1980, près de 15 000 travailleurs ont été licenciés. De plus, avec la modification de l'article 35 du code du Travail, les procédures de licenciement ont été simplifiées pour le patronat.

A cela, il faut ajouter le fait que le Bureau confédéral de la CNTS est confronté sur sa droite au développement d'une opposition syndicale qui est soutenue par une fraction du régime. Cette opposition regroupée au sein de l'Union démocratique des travailleurs du Sénégal de Alioune Sow et des "forces du changement" de Babacar Diagne, se veut plus efficace. Leur seule motivation est d'obtenir une part plus importante de gâteau et de retrouver des avantages perdus.

Mais de plus en plus, les syndicats à la base manifestent leur défiance vis-à-vis du Bureau confédéral et revendiquent un syndicalisme de combat, comme c'est le cas du syndicat des postes et télécommunications qui vient de scissionner de la

CNTS, pour rejoindre les rangs des syndicats autonomes.

Mais l'opposition dans la CNTS, est faible car des erreurs d'appréciations et d'actions commises par le passé, pèsent encore sur elle et la rendent incapable d'organiser une lutte efficace contre la politique de "participation responsable" de la CNTS.

Les syndicats autonomes n'ont pas pris part à la campagne électorale au nom du principe de l'indépendance syndicale vis-à-vis des partis politiques. Ils n'ont pris position pour aucun candidat et n'ont pas appelé à voter contre Diouf. Pendant la période post-électorale, l'intersyndicale s'est contentée de déclarations pour la libération des détenus politiques et le respect des libertés démocratiques. Le 1er mai, prétextant l'état d'urgence, elle n'a pas organisé de manifestation ni même la table ronde traditionnelle.

Certains syndicats autonomes déclenchèrent pourtant des actions de grande envergure. C'est le cas du SUTELEC (électricité) qui se lança dans une lutte pour la satisfaction de sa plate-forme revendicative. Les travailleurs de l'électricité firent une grève du zèle des heures supplémentaires qui provoqua, le 9 mai, une coupure générale d'électricité d'une journée à Dakar. Le gouvernement se dépêcha d'engager des négociations et de satisfaire partiellement la plate-forme, avant que le virus de la contestation ne gagne la classe ouvrière.

### Passivité des enseignants

Les travailleurs de la Santé, regroupés au sein du SUTSAS organisèrent une grève de protestation lorsque pendant le procès de Wade, les forces de l'ordre, poursuivant des manifestants, investirent l'hôpital Le Dantec et arrosèrent les bâtiments à coups de grenades lacrymogènes.

Les syndicats d'enseignants, qui étaient directement concernés par la crise scolaire, se sont bornés à faire des déclarations. La peur d'être accusés de manipuler le mouvement scolaire les immobilisa tout au long des négociations entre le gouvernement et les étudiants. Ils participèrent aux discussions en tant que "partenaires sociaux". Certes ils défendirent toujours la plate-forme revendicative des étudiants mais ils ne déclenchèrent pas la moindre mobilisation, même lorsque la police occupa les lycées et l'université. Leur unique action aura été la protestation commune des trois syndicats, qui a réuni une cinquantaine d'enseignants auprès du recteur, contre l'organisation d'examens et pour le respect des franchises universitaires. Mais ces syndicats n'appellèrent pas à la grève des enseignants lorsque le gouvernement passa outre.

La scission du syndicat enseignant en 1984, opérée par le PIT et la LD/MPT, et qui a donné naissance à deux syndicats, le

6) Voir l'article de C. Gabriel sur le Mai dakarois de 68, dans *Inprecor* numéro 266 du 23 mai 1988.

SUDES et l'UDEN constitue un obstacle à la lutte du monde enseignant. La LD/MPT et le PIT, qui étaient impliqués dans l'opération de la table ronde, ne feront aucun effort pour la mobilisation des enseignants, dont la plupart boudent ces deux syndicats, plutôt considérés comme des appendices de partis politiques.

En entraînant les syndicats d'enseignants dans une dynamique de "partenariat social", Diouf et son régime sont en train de leur faire jouer un rôle de "participation responsable" sous une forme plus subtile. Cette tendance doit être brisée si les syndicats d'enseignants ne veulent pas tomber dans la collaboration de classe.

Avec l'application de la politique du FMI et de la BM, Diouf et son gouvernement disposent de beaucoup moins de marge de manœuvre pour satisfaire les revendications des masses populaires. Celle-ci supportent de plus en plus durement le fardeau de la dette extérieure. L'Etat éprouve de plus en plus de difficultés à payer ses fonctionnaires. Avec la libéralisation économique, les petites et moyennes entreprises, qui ne sont pas de taille à affronter la concurrence des multinationales, ferment leurs portes, jetant à la porte des centaines de travailleurs qui vont grossir les rangs des chômeurs.

### Projets agro-industriels

A terme, malgré la politique du Bureau confédéral de la CNTS, la seule alternative qui restera aux masses urbaines et aux travailleurs sera la lutte ou la misère.

En milieu paysan, avec la baisse du prix d'achat de l'arachide, il ne sera pas surprenant de voir les paysans chercher

des alternatives et contourner les circuits officiels pour écouler leur production sur les marchés parallèles.

Avec la mise en place de tout un système de barrages et de projets agro-industriels dans le bassin du fleuve Sénégal, les conflits sur l'exploitation des terres risquent de prendre de l'ampleur entre les paysans et les gros exploitants de l'agrobusiness, la clientèle politique du PS.

### Une situation explosive

Dans le Sud, durant ces dernières années, un mouvement régionaliste contestant le pouvoir central s'est développé (le problème casamançais) qui est loin d'être réglé. Plusieurs détenus "indépendantistes" n'ont pas bénéficié de l'amnistie votée par le PS et le PDS.

En Gambie, l'occupation sénégalaise coûte de plus en plus cher à l'Etat (7) et la Confédération "sénégalienne" est boudée par une fraction de la bourgeoisie gambienne, tandis que la population locale témoigne une hostilité de plus en plus ouverte aux sénégalais.

Plusieurs problèmes sont également apparus au niveau de l'appareil répressif au Sénégal. Déjà en avril 1987, des policiers se mettaient en grève. Il s'en suivit une série de radiations pures et simples. Certains ont été réintégrés tandis que les autres viennent de créer une "coordination nationale des policiers radiés", clandestine, qui demande leur "réintégration globale sans condition", ainsi que le paiement de l'intégralité des salaires dus et déclarent qu'ils sont prêts à "travailler ou mourir".

Tout ce tableau montre que la situation du pays est explosive et que de grands bouleversements, sans commune mesure avec Mai 68, sont à prévoir. Il y a aujourd'hui un consensus national pour rejeter Diouf et la population est de plus en plus persuadée que ce pouvoir n'acceptera jamais l'alternance démocratique. Ce sentiment s'est renforcé avec l'échec de la table ronde.

La lutte post-électorale n'est qu'un avant-goût de ce que sera le combat national de demain. Mais ni Diouf, ni Wade n'ont intérêt à un renforcement indépendant du mouvement de masse dont la dynamique revendicative s'oppose à leur programme bourgeois.

Il ne fait aucun doute que sur la base des pressions de l'impérialisme et des marabouts, Diouf et Wade seront appelés à s'entendre, malgré l'échec actuel de la table ronde. Il suffira pour cela à Diouf de faire un peu le ménage dans son parti et d'ouvrir son gouvernement au PDS. Mais si le mouvement de masse prenait de l'ampleur, Wade ou l'armée pourraient être les recours de l'impérialisme.

Dès lors, la seule alternative crédible pour un véritable "Sopi" qui s'offre au peuple, c'est la perspective d'un changement révolutionnaire. Et ce n'est pas un hasard si au niveau de l'opinion publique, on présente aujourd'hui Landing Savané, qui a porté le programme révolutionnaire au cours de ces élections, comme le candidat de l'avenir. Il importe que les révolutionnaires saisissent l'opportunité qui s'offre à eux pour élever le niveau de conscience du peuple mais surtout pour organiser, dans tous les secteurs, des cadres unitaires et indépendants. C'est au prix de ce travail long et patient qu'une issue révolutionnaire à la crise néo-coloniale peut être trouvée.

### La gauche révolutionnaire

Ce travail qui porte déjà ses fruits ne peut pas se faire avec la dispersion des forces de la gauche sénégalaise. L'unité qui s'est réalisée entre l'OST et And-Jef/MRDN avant, pendant et après les élections est la preuve qu'il est possible dans notre pays que des organisations d'origines et d'histoires différentes, s'entendent et travaillent loyalement dans la perspective d'un changement révolutionnaire. L'unification de la gauche révolutionnaire sénégalaise, longtemps divisée, est une nécessité impérieuse pour affronter l'impérialisme et la réaction locale.

Les révolutionnaires doivent apparaître aux yeux des masses comme les plus unitaires, en unifiant d'abord leur intervention autour des préoccupations ouvrières, paysannes et populaires.

C'est dans cette perspective que travaille activement l'OST. ■

Dakar, juillet 1988

7) A l'occasion d'un soulèvement populaire, en juillet 1981, les troupes sénégalaises étaient intervenues en Gambie avec l'aide de la France pour venir au secours du régime... et elles y sont restées.



# L'austérité fardée

**DANS LE CADRE DE L'ELABORATION du budget de 1989, le gouvernement de Felipe Gonzalez a présenté un volumineux travail sur le "scénario macro-économique et budgétaire 1988-1992" que l'on peut comprendre comme le plan quinquennal des socialistes. L'objectif de l'article que nous reproduisons ci-dessous est d'exposer et d'analyser les traits fondamentaux de ce scénario, en faisant ressortir ses objectifs politiques et ses conséquences pour les travailleurs. Cet article a été publié conjointement dans le journal du Mouvement communiste (MC) *Hacer* et dans celui de la LCR, *Combate*.**

**Jesus ALBARRACIN  
Pedro MONTES**

**L**A REPRISE ECONOMIQUE de ces trois dernières années et l'euphorie qu'elle a engendrée, ont amené le gouvernement à projeter comme tendance les résultats de la période récente. Le document dont il est question ici le reconnaît en affirmant : "le scénario macro-économique attribue donc un caractère de permanence aux principaux traits de l'évolution macro-économique que l'on peut voir dans l'économie espagnole en 1986-1987". Mais c'est malheureusement là le point faible de l'histoire. Projeter que l'activité économique maintiendra durant les quatre années qui viennent une croissance soutenue et relativement haute — de l'ordre de 4% du PIB — est un exercice assez risqué, pour les raisons suivantes :

## Un scénario peu probant

a) L'économie mondiale est grosse d'une récession. L'évolution après le krach de l'automne passé a été, à la grande surprise de tous, plus favorable que prévue, mais le panorama économique reste toujours sombre : forts déséquilibres internationaux, instabilité financière, dette du Tiers-monde, tensions inflationnistes, déficits extérieur et budgétaire américain, etc. Une récession va se produire et il est assez peu sensé de penser que le capitalisme espagnol pourra y échapper. Les exportations auront du mal à atteindre la croissance prévue de 8%, et les investissements se ressentiront du climat international.

b) La croissance prévue pour l'investissement au cours de ces quatre années — qui tourne aussi autour de 8% — paraît ex-

cessive si l'on prend en compte l'environnement intérieur, sans même parler des problèmes mentionnés antérieurement. Le niveau élevé d'investissements de la période précédente doit nous conduire à des situations d'excédents de capacité. D'autre part, les entreprises ont épuisé leur capacité autonome de financement à travers les importants bénéfices obtenus et dépendront chaque fois plus de financements extérieurs, dont les conditions ne seront pas particulièrement stimulantes.

c) En effet, la politique économique implicite dans le scénario élaboré par le gouvernement, a un caractère restrictif. Pour essayer de contenir l'inflation dans les 3% prévus, un objectif que l'on peut considérer comme irréaliste ainsi que le montre l'expérience de cette année, il faudrait mettre en place une politique monétaire dure, politique qui sera également nécessaire en raison de la forte détérioration de la balance des paiements comme le prévoit le projet.

Les taux d'intérêts intérieurs devront être relevés pour satisfaire à l'exigence de stabilité des prix et pour faciliter l'entrée des capitaux qui financent le déficit extérieur. Et c'est là un financement qui se fait au détriment de l'investissement.

## Tassement du cycle d'expansion

Pour ce qui est de la politique fiscale, la correction du déficit public prévu — il aura pratiquement disparu en 1992 — entraîne également une politique restrictive, contraire au maintien d'une croissance soutenue.

d) L'expansion de la consommation privée — presque 3,5% par an — est basée sur une évolution des prix, une croissance de l'emploi et une distribution des revenus qui ne semblent pas très cohé-

rentes. Il faut prendre en compte que les pronostics sur le PIB ne se réalisant pas, à cause des facteurs que nous avons considérés, cela aura des conséquences sur la non-réalisation des prévisions sur la consommation, qui dépend fondamentalement des revenus.

Ces réserves sur les estimations des principales composantes de la demande jusqu'en 1992, mettent en lumière la faible probabilité que se réalise la croissance escomptée du PIB. Il faut, d'un autre côté, examiner l'évolution récente pour voir dans quelle mesure il est justifié de déduire de la situation actuelle, une prolongation de la croissance économique.

Comme on le sait, certains analystes y compris dans l'administration socialiste, ont attiré l'attention sur le tassement de ce cycle d'expansion et l'imminence d'une récession. D'autres, en revanche, soutiennent que l'activité se maintiendra avec vigueur.

## Durcissement de la politique économique

Nous avons quant à nous, une position intermédiaire. Il semble indiscutable d'affirmer que la croissance économique a aujourd'hui perdu de sa force par rapport à la période plus favorable du cycle — qui se situe entre les derniers mois de 1986 et les premiers de 1987 — mais on ne peut prévoir, avec l'ensemble des informations dont nous disposons, une entrée rapide dans la récession.

La croissance de l'économie n'atteindra sans doute pas les 4% annuels qui sont prévus pour les quatre prochaines années, mais à partir du niveau actuel, la baisse de croissance se fera en douceur.

On doit préciser deux choses. Il faut écarter l'idée que l'activité économique pourrait entrer dans une période plus favorable que celle d'aujourd'hui.

Les indicateurs ne vont pas dans ce sens et, en tous cas, ce qui est en marche, c'est un durcissement de la politique économique, avant-goût des menaces que le ministre des Finances, Solchaga, a lancées et qui sont les conséquences de l'incapacité du gouvernement à remplir ses objectifs en matière d'inflation. D'autre part, il ne faut pas écarter qu'à un moment quelconque, puisse se produire une commotion économique internationale avec d'inévitables répercussions à l'intérieur du pays qui pourraient provoquer une détérioration rapide de la situation et du climat économique, fait qualitativement différent des répercussions négatives d'une récession internationale. Le système se meut dans des conditions si instables et potentiellement si déstabilisatrices qu'il faut considérer comme une possibilité le déclenchement d'une grave convulsion.

Ainsi donc, la conjoncture actuelle, sans contredire de front les projections du gouvernement, n'offre pas non plus une base à partir de laquelle on pourrait atteindre les objectifs énoncés. Quatre années de relative expansion à partir de mainte-

nant, c'est bien long pour les maux profonds qui existent.

Examinons maintenant les variables fondamentales pour les travailleurs : les salaires et l'emploi, qui constituent le point clé des "cohérences" que recherche et tente de stabiliser le scénario, et des conséquences politiques que le gouvernement veut en tirer.

Selon lui, la croissance du PIB avec une moyenne annuelle de 4% permettra une croissance de l'emploi à un rythme de 2,5%, par an, ce qui correspond plus ou moins à une création de 300 000 postes de travail chaque année. En conséquence, on s'attend à ce que la productivité ne croisse, elle, que de 1,5%, ce qui suppose un taux inférieur à ceux qui furent enregistrés dans le passé récent, mais que le gouvernement considère comme raisonnable ("Dans les prochaines années, en revanche, les améliorations de la productivité qui seront obtenues devront se faire dans le contexte d'une expansion substantielle de l'emploi") bien que l'augmentation de la productivité soit l'un des objectifs fondamentaux de la politique économique et soit le but qui oriente toutes les mesures prises pour parvenir à une flexibilité du marché du travail.

L'inflation programmée pour les quatre années qui viennent, est comme nous l'avons dit, de 3%. Si le salaire nominal moyen croît seulement de 1,1% au-dessus de l'inflation, le pouvoir d'achat des travailleurs augmentera de 1,1% par an, grâce à quoi ils bénéficieront d'une bonne partie des 1,5% d'augmentation de la productivité. Si l'on prend en compte le fait que l'emploi salarié, selon le gouvernement, s'accroîtra plus que l'emploi total, cela signifie que le nombre des non-salariés diminuera, et donc que la part des salaires dans le PIB augmentera de 1% pendant ces quatre ans.

### Arguties pour vendre l'austérité

En conclusion, si les travailleurs admettent l'austérité et se satisfont d'un point au-dessus de l'inflation prévue, ils amélioreront leur pouvoir d'achat et leur part du PIB, et 300 000 postes de travail par an pourront être créés. Quelqu'un pourrait-il offrir plus en période de crise ? L'extrapolation des tendances actuelles et les inventions du gouvernement servent donc à justifier la politique d'austérité et vendre les bienfaits que sont censés en obtenir les travailleurs.

Les plans du gouvernement appellent quelques commentaires. Il faut commencer par dire que même si toutes ces hypothèses se vérifiaient, et que 300 000 postes de travail étaient effectivement créés par an, le chômage ne se réduirait que très modérément, puisque la population active continuerait de croître. De plus, ces plans ne se concrétiseront jamais puisque ce ne sont que des arguties pour vendre l'austérité.

Pour ce qui est de la productivité en 1987-1988, elle s'est accrue respective-



ment de 2,1% et 1,8%, taux inférieurs à ceux enregistrés dans le passé. La raison en est qu'au début d'une reprise cyclique l'emploi tend à croître au détriment de la productivité, puisque l'intérêt des capitalistes est de mettre à fonctionner à plein les machines qui auparavant étaient à mi-rendement.

### Diminution du pouvoir d'achat des travailleurs

Au fur et à mesure que diminuent les capacités productives oisives, l'emploi tend à augmenter moins rapidement, parce que le nouveau processus d'accumulation tend à remplacer la force de travail par des machines. C'est-à-dire que la productivité remonte de nouveau, mais au détriment de l'emploi. Résultat, même si le PIB croît de 4%, il ne tient pas debout de dire que l'emploi augmentera lui de 2,5%, autrement dit, ces 300 000 postes de travail annuels ne verront jamais le jour.

Passons maintenant aux salaires. Nous avons signalé plus haut qu'il sera difficile de s'en tenir aux 3% d'inflation prévus, taux sur lequel le gouvernement prétend élaborer sa politique salariale. Si les travailleurs font confiance au gouvernement, ils perdront de leur pouvoir d'achat et n'en gagneront pas, contrairement à ce que prétend ce dernier, même si les prévisions d'inflation étaient justes. Si les travailleurs n'obtiennent qu'un pourcent au-dessus de l'inflation prévue, comme le recommande le gouvernement, la part des salaires dans l'économie non seulement ne s'accroîtra pas, mais au contraire, diminuera.

En effet, un pourcent de plus serait l'augmentation de pouvoir d'achat obtenue par les travailleurs à emploi fixe, conservant leur poste de travail, qui constituent une catégorie diminuant rapidement d'année en année et que le gouvernement prétend réduire encore avec le plan d'emploi pour les jeunes. La substitution de l'emploi fixe par des emplois temporaires, ou des personnes qui prennent leur retraite par des jeunes, implique une réduction importante des coûts salariaux pour les patrons et, par conséquent, une réduction de la part moyenne des salaires dans l'économie. Donc, il ne faut pas s'attendre à ce que l'ensemble de la classe ouvrière obtienne un gain de pouvoir d'achat, mais au contraire, une perte.

De même qu'on ne peut se fier à la prévision sur l'inflation, qui n'est jamais un engagement, mais une formule élaborée pour parvenir à une diminution du pouvoir d'achat des salariés, les plans concernant l'emploi, la productivité et la hausse du pouvoir d'achat ne se réaliseront pas davantage, leur objectif étant seulement de faire admettre la politique d'austérité. Les plans du gouvernement, ne permettront pas de créer 300 000 postes de travail par an, parce que le PIB augmentera de moins de 4% par an et la productivité, elle, de plus de 1,5%. Il n'y aura pas gain de pouvoir d'achat, car la réduction de l'inflation ne sera pas aussi importante que le prétend le gouvernement. En conséquence, ce n'est pas la part des salaires dans le PIB qui augmentera, mais celle des bénéficiaires, ce qui constitue le véritable objectif de la politique économique du gouvernement.

### Seule certitude : la rigueur salariale

Dans le document que nous commentons, il existe un contraste accusé entre le manque de certitude d'atteindre les objectifs fixés par le scénario et la fermeté avec laquelle est soulignée la nécessité du maintien d'une politique de rigueur salariale pour y parvenir.

C'est dans ce contraste que réside le piège politique des plans du gouvernement. Il demande à ce que les salaires évoluent de façon à ne pas mettre en danger les prévisions sur l'inflation, mais il n'y a aucune garantie que les hausses de prix s'ajusteront effectivement aux prévisions (comme ce fut le cas cette année), pas plus qu'il n'est garanti qu'on atteindra la croissance prévue et encore moins que les emplois augmenteront, tel que déduit des hypothèses avancées par le document, ou que la distribution des revenus se maintiendra.

Le gouvernement prétend obtenir un chèque en blanc des travailleurs en échange de vagues promesses qui, dans le meilleur des cas, ne signifient en rien une amélioration de leur situation. Des promesses et des prévisions du gouvernement socialiste, il n'y a rien d'autre à découvrir. ■

6 octobre 1988

# Soulèvement populaire et démocratie

**QUELQUES JOURS seulement nous séparent de la fin du soulèvement national de la jeunesse populaire. Alors que les 500 nouveaux *Chouhadas* (martyrs, en arabe) n'étaient pas encore tous enterrés, que des milliers de manifestants soignaient leurs blessures ou croupissaient entassés dans les prisons, le pouvoir des assassins annonçait un référendum national pour le 3 novembre 1988. Le peuple algérien est appelé à approuver immédiatement une première réorganisation du pouvoir exécutif, au terme de laquelle le Premier ministre, choisi par le Président, formerait un gouvernement "sans exclusive aucune" qui serait responsable devant l'Assemblée nationale.**

Saïd AKLI

**C**ETTE REFORME sans conséquences concrètes immédiates paraît bien ridicule au regard du lourd tribut de sang payé par la jeunesse populaire, pour exprimer sa soif de démocratie, de dignité et de justice sociale.

Mais le communiqué de la présidence en date du 12 octobre 1988 laisse entendre que ce ne serait là qu'un hors-d'œuvre de restaurateur bousculé, en attendant le plat de résistance des réformes politiques que Chadli doit préalablement soumettre au Congrès du FLN à la mi-décembre.

L'annonce de ce référendum symbolique s'accompagne du traditionnel effort d'approvisionnement du marché qui, après chaque manifestation réprimée, constitue la carotte d'apaisement. Elle s'accompagne également de la libération des démocrates et militants arbitrairement arrêtés et de la remise en liberté de tous les mineurs appréhendés, en signe d'apaisement politique.

Par cette combinaison de mesures, le régime Chadli cherche à se refaire une virginité aux yeux d'un peuple dont il vient de massacrer des centaines d'enfants. La population n'en est pas dupe ; mais, en cette veille du 34e anniversaire du 1er novembre 1954 (début de la guerre d'indépendance de l'Algérie), elle sent qu'une page d'histoire vient d'être tournée. Malgré le bilan tragique du soulèvement, les masses populaires ne vivent pas un sentiment de défaite. Bien au contraire, l'espoir est grand que le lourd tribut de sang versé va provoquer de profonds changements politiques dans la société algérienne.

En mars 1976, alors que Boumédiène venait d'engager le processus d'institutionnalisation du pouvoir issu du coup d'Etat militaire du 19 juin 1965, quatre person-

nalités politiques de l'opposition bourgeois lançaient à Alger un appel pour la démocratie. Cette initiative des courants bourgeois exclus du pouvoir après l'indépendance, convergeait avec la contestation politique qui se développait au sein même du régime, contre le pouvoir sans partage du Bonaparte. La convergence politique se réalisait autour de la même aspiration à une redistribution du pouvoir entre les différentes fractions de la bourgeoisie algérienne qui estimaient avoir atteint un degré de maturité suffisant pour s'emanciper de la tutelle étouffante du bonapartisme.

## L'aspiration à la démocratie

Assuré du soutien populaire contre ses détracteurs bourgeois, Boumédiène réagit en autorisant le premier débat public depuis 1965, en faisant plébisciter la Charte nationale définissant son projet de société ainsi que sa Constitution sur mesure, et en se faisant élire triomphalement. Le débat inter-bourgeois va être cependant saisi par les masses populaires qui le transformeront en tribune d'expression de leurs propres aspirations démocratiques et sociales. Cette appropriation populaire d'une liberté d'expression inhabituelle dégèlera un climat politique paralysé pendant des années par la hantise de la sécurité militaire (SM) et inaugura une nouvelle période politique en Algérie. Les luttes étudiantes reflourirent et une importante vague de grèves ouvrières (1977) contraignit le régime à concéder des augmentations de salaires et une ouverture sur le terrain syndical. En avril 1978, le 5e Congrès de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) confirmait et relançait ce renouveau du

mouvement syndical, marqué par les aspirations démocratiques des travailleurs.

La mort de Boumédiène en décembre 1978 favorisera l'épanouissement de ce nouveau climat démocratique par le biais des luttes autour de sa succession. Après s'être rassemblées derrière les deux candidatures rivales de Yahyaoui le boumédiéniste et Bouteflika le libéral, les différentes fractions bourgeoises conclurent un compromis sous l'autorité de l'armée, instaurant un pouvoir collégial pour colmater des brèches dangereuses pour la stabilité du régime. L'ombre de l'*infita* (ouverture, en arabe - nom donné à la politique de libéralisation économique) planera dès lors sur toute la période de transition.

## Les limites de la bourgeoisie

Le relâchement du contrôle étatique sur la société favorisera le développement des luttes populaires. En dépit de toutes ses limites, l'UGTA apparaîtra de plus en plus comme la première force politique du pays. La jeunesse scolarisée s'initiera à la démocratie et, bientôt, le soulèvement populaire de Kabylie mettra en relief la faiblesse politique du pouvoir.

Affolées, les différentes fractions bourgeoises abandonnèrent leurs prétentions démocratiques : les représentants de l'armée au sein du Comité central du FLN leur imposèrent l'octroi des pleins pouvoirs à Chadli en mai 1980. Le contrôle politique de la société sera raffermi avec déploiement des moyens de répression et renforcement du rôle para-policier du FLN. Une offensive multiforme lancée en 1981 instaurera le monopole politique total du FLN sur toute activité politique ou culturelle au sein des entreprises, des quartiers, lycées et universités. Mais le mécontentement populaire va s'exprimer de façon encore plus explosive dans la rue, sous la forme de manifestations populaires pour des besoins sociaux élémentaires (logement, eau, etc.), qui se solderont souvent par des affrontements violents avec les forces de l'ordre.

En 1985, la revendication démocratique refit son apparition sous une nouvelle forme : la constitution d'une ligue des droits de l'Homme, dont une partie des fondateurs sera aussitôt emprisonnée. La campagne de solidarité nationale et internationale suscitée par cette affaire gênera considérablement le régime, soucieux de préserver son image de marque. Le débat organisé timidement au sein des structures du FLN autour du projet de révision de la Charte nationale, débordera politiquement malgré toutes les précautions prises.

Les divergences internes au régime seront, pour la première fois, au centre d'une polémique publique entre l'organe central du FLN et *Algérie-Actualités*, un hebdomadaire exprimant les positions des libéraux en guerre contre "la langue de bois".

Cette volonté des partisans de l'*infita* de se donner une crédibilité démocratique va favoriser une meilleure information politique, malgré les attaques régulières

res contre l'opposition. Mais la répression brutale des manifestations de jeunes à Constantine et Sétif, en novembre 1986, se chargera de rappeler la nature réelle du pouvoir. Des centaines de jeunes manifestants seront condamnés de façon expéditive à de lourdes peines de prison, tandis que des opposants d'horizons divers seront arrêtés arbitrairement et déportés dans le grand Sud sans aucune forme de procès. Une campagne de solidarité anti-répression se développera, impliquant de larges secteurs de l'intelligentsia. Le mouvement démocratique s'étendra à la mouvance du PAGES (Parti de l'avant-garde socialiste, le PC algérien) acquérant ainsi une nouvelle dimension politique.

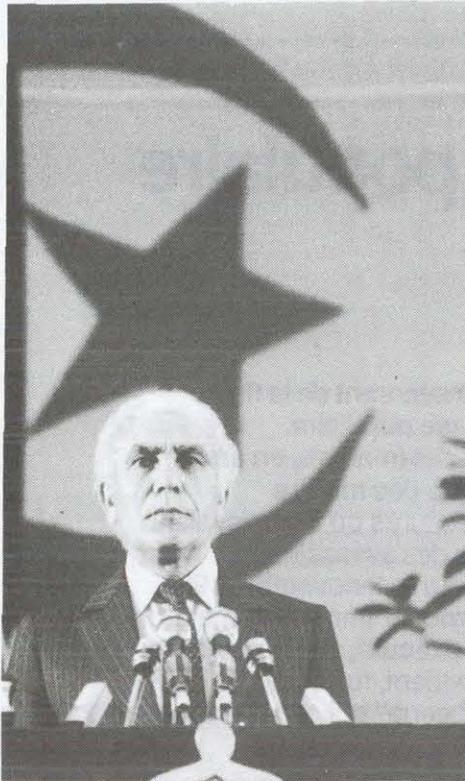
### La contradiction des libéraux

Les libéraux réagirent par la création d'une nouvelle ligue des droits de l'Homme, qui sera reconnue par Chadli proclamant sa volonté d'instaurer un Etat de droit. Pour donner du crédit à cette initiative, les assignés à résidence furent libérés et une partie des jeunes manifestants emprisonnés fut graciée. Dans la foulée, le droit d'association fit l'objet d'une proposition de loi qui se heurtera à la résistance de l'appareil du FLN soucieux d'éviter toute brèche dans son monopole politique sur la société. Chadli arrivera cependant à faire approuver le projet, après avoir concédé aux députés les garanties nécessaires.

Le développement important des luttes étudiantes en 1987-88, donnera naissance à de multiples formes d'auto-organisation, couronnées par une coordination nationale tolérée par le pouvoir, malgré son objectif déclaré de construction d'un syndicat étudiant indépendant et démocratique. Quant à la classe ouvrière, elle sera maintenue à l'écart de ces velléités démocratiques par les bureaucrates du FLN qui, malgré leur peur déclarée de l'*infatih*, continuèrent à étouffer ses aspirations à la démocratie exprimées clairement lors des élections syndicales de 1987.

Ce rapide survol de la progression de la revendication démocratique montre comment se sont combinées, au cours des dernières années, d'une part les conflits inter-bourgeois exprimant la crise de croissance politique d'une nouvelle classe dominante, d'autre part l'aspiration croissante des masses populaires à une démocratie dont elles sont exclues par tous les projets bourgeois.

Après avoir assimilé leur besoin de redistribution du pouvoir à un projet de démocratisation du régime, les partisans de l'*infatih* se sont embourbés dans la contradiction entre leur credo de liberté d'entreprise et le mythe d'unité de pensée décrété par le FLN à partir de 1980-81. De façon paradoxale, c'est avec Chadli et son ouverture économique que le monopole politique du FLN sur la société a acquis le plus de puissance para-policière institutionnalisée. La bourgeoisie avait besoin d'instaurer la liberté d'entreprise et de se donner une image libérale aux yeux de ses



Le Président Chadli Bendjedid

maîtres à penser impérialistes. Mais sa peur de classe possédante face à des mobilisations populaires de plus en plus puissantes et violentes, faisait systématiquement craquer son masque libéral et renforçait le poids de sa médiocratie d'*aparatchiks* hostiles à toute velléité de liberté de pensée.

De ce fait, ce sont les mobilisations populaires qui ont, à chaque fois, bousculé tous les projets bourgeois de démocratie réservée aux possédants. Le droit de cité acquis aujourd'hui par la revendication démocratique a été imposé par les masses populaires contre un régime dont les prétentions libérales n'ont pas empêché la répression policière de prendre un caractère de masse sans précédent depuis l'indépendance.

### Le soulèvement populaire relance la démocratie

Le comble de cette contradiction vient d'être atteint avec les promesses de démocratisation politique, s'efforçant de faire oublier une répression militaire sauvage, bien plus meurtrière que celles de certaines dictatures traditionnellement dénoncées par la presse officielle.

D'ailleurs, les promesses de démocratisation n'ont pas pour autant arrêté la répression de masse. Le pouvoir lui-même reconnaît avoir soumis près de 4 000 jeunes à des parodies de procès qui distribuent à la chaîne des peines allant jusqu'à 10 ans d'emprisonnement. Les mineurs récemment libérés racontent la torture qu'ils ont subie durant leur détention et de nombreux témoignages de médecins confirment leurs dires.

Plus encore qu'après les manifesta-

tions de Constantine et de Sétif, l'indignation contre cette nouvelle répression massive mobilise de larges secteurs d'intellectuels. Une assemblée générale de médecins à Alger a voté une motion de soutien aux parents des victimes et s'est dotée d'un bureau provisoire. Les enseignants des universités d'Alger, de Blida et de Tizi-Ouzou se sont réunis à Bab Ezzouar pour dénoncer la répression et les tortures. Les journalistes, qui étaient mobilisés depuis plusieurs mois pour leurs revendications spécifiques, ont réagi au rôle qu'on leur a fait jouer durant les événements en annonçant, le 20 octobre, la constitution d'une organisation autonome en dehors de la tutelle du FLN.

Le 19 octobre, une réunion des bâtonniers de l'ordre des avocats d'Algérie a dénoncé les parodies de procès et demandé un pouvoir judiciaire indépendant, tandis que, le 20 octobre, la ligue officielle des droits de l'Homme constituait une commission d'enquête sur les atteintes aux droits de l'Homme et de la défense, après que Chadli ait promis de sanctionner toute entorse à la loi.

### Un référendum déphasé

Le référendum annoncé pour le 3 novembre est un produit direct du soulèvement populaire. Mais, au-delà de sa valeur symbolique quant à la démonstration de l'aptitude du pouvoir à répondre rapidement aux aspirations populaires, son contenu politique est bien en deçà de ces prétentions. La révision constitutionnelle proposée concerne exclusivement la fonction exécutive. La Constitution qui était venue légaliser le pouvoir absolu de Boumédiène en 1976 avait déjà subi des amendements du temps de la collégialité en 1979. Ceux-ci offraient au chef de l'Etat la possibilité de nommer plus d'un vice-président, et rendaient obligatoire la désignation d'un Premier ministre, chargé d'assister le Président dans sa tâche de coordination de l'action gouvernementale.

Le projet de révision du 3 novembre 1988 n'évoque même pas la possibilité de désignation de vice-présidents, qui n'a jamais été mise en pratique. Par contre, le pouvoir du Premier ministre est renforcé : jusqu'à présent tous les ministres étaient désignés par le Président et lui rendaient compte directement. Le nouveau texte prévoit que le Premier ministre érigé en chef du gouvernement "*procède à de larges consultations et présente les membres du gouvernement qu'il a choisis au président de la République qui les nomme*".

Le gouvernement ainsi constitué serait tenu de présenter son programme à l'Assemblée nationale pour approbation. En cas de rejet de son programme par les députés, le gouvernement serait obligé de démissionner. Mais, pour rappeler à l'Assemblée nationale qu'elle ne doit pas abuser de son nouveau pouvoir, l'article 114-4 prévoit sa dissolution de plein droit si elle refuse deux fois de suite le programme d'un gouvernement.

Ainsi, le Premier ministre et l'Assemblée nationale se voient dotés de pouvoirs

plus importants : c'est entre eux que se déciderait le contenu de l'action gouvernementale et des lois dont l'initiative n'appartient plus au seul président de la République.

De ce fait, le Président ne serait plus directement responsable de la gestion quotidienne de l'Etat et se placerait au-dessus de la mêlée, de façon à pouvoir donner le gouvernement en pâture au mécontentement populaire. Ce rôle d'arbitre est d'autant plus renforcé que le projet précise que le Président "peut directement recourir à la volonté du peuple" par voie de référendum.

Le projet de révision constitutionnelle comporte d'autres aspects moins popularisés par la presse, qui pourraient pourtant avoir une signification importante pour l'avenir. Le Président incarnerait l'unité de la Nation et non plus l'unité de direction politique du Parti et de l'Etat. De même, sa prérogative de présidence des réunions conjointes des organes du Parti et de l'Etat n'est plus mentionnée dans le nouveau texte.

Ces amendements à la Constitution forment ensemble un réaménagement du pouvoir qui aurait eu une certaine importance politique à froid. Mais au lendemain du soulèvement national et de son bilan tragique, il apparaît complètement ridicule et déphasé politiquement. Il ne répond en rien aux aspirations démocratiques exprimées par toutes les couches de la population.

### Pour une Assemblée constituante souveraine !

La véritable ouverture démocratique provoquée par le soulèvement populaire n'est pas cette réforme sans conséquence concrète dans l'immédiat. Elle prend plutôt forme dans les différentes assemblées générales qui se tiennent actuellement dans tous les secteurs sociaux.

Sa consécration ne peut être que la reconnaissance du droit de grève et de manifestation, des libertés d'expression et d'organisation, ainsi que du droit de constituer des syndicats indépendants.

Le seul projet de révision constitutionnelle réellement significatif impliquerait l'abolition du système de parti unique, la dissolution de l'Assemblée nationale croupion et l'élection libre d'une Assemblée constituante souveraine, au sein de laquelle les représentants du peuple démocratiquement élus, et non pas un Congrès du FLN illégitime, définirait les nouvelles formes d'organisation sociale et politique du pays.

Encore une fois, ce sont les mobilisations populaires qui donnent une impulsion vigoureuse à la revendication démocratique en Algérie. Mais la bourgeoisie essaye toujours de récupérer ces aspirations populaires à la démocratie, en les

canalisant dans les méandres du processus de réorganisation de son pouvoir.

En effet, l'essentiel des réformes politiques promises par Chadli le 10 octobre seraient présentées au Congrès du FLN à la mi-décembre, avant d'être soumises à un nouveau référendum. Dès lors, le projet de réforme politique, produit direct du soulèvement populaire, s'inscrit dans les conflits inter-bourgeois que doit régler le Congrès du FLN.

Jusqu'au 16 janvier 1986, date d'adoption de la Charte nationale "enrichie", les conflits internes au pouvoir ont toujours été réglés par des compromis. La fragmentation politique de la bourgeoisie algérienne en une multitude de clans et fractions aux contours et alliances mouvantes, fondés très souvent sur des bases non politiques (régionalisme, clientélisme, etc.), a toujours rendu l'analyse de ces conflits difficile. Et ce d'autant plus que, malgré les rumeurs savamment distillées,

marché international des hydrocarbures. La réduction très importante des recettes d'exportation et l'augmentation du service de la dette extérieure ont permis au pouvoir de justifier une privatisation à peine déguisée des terres agricoles et un projet d'autonomisation des entreprises étatiques sous forme de sociétés par actions susceptible de mise en faillite.

### L'infithah renforcé

Dès septembre 1987, avant même l'adoption des projets de lois par l'Assemblée nationale, la nouvelle organisation de l'agriculture était mise en pratique et les entreprises étatiques conviées à se préparer à l'autonomie. Cette impulsion vigoureuse au processus d'infithah provenait directement de la présidence de la République, rompant avec la démarche du consensus en passant par-dessus la tête des ministères, de l'Assemblée nationale et du Parti. Une partie des députés a protesté contre ces pratiques cavalières de la présidence et l'Assemblée nationale s'est publiquement partagée entre les partisans d'une accélération des réformes, ceux qui se contentent de les soutenir et ceux qui voudraient les freiner.

Cependant, après quelques pressions sur les députés les plus récalcitrants, les textes de lois des réformes économiques ont été adoptés avec des amendements mineurs.

Depuis cette accélération du processus d'infithah, la base populiste du FLN est complètement désorientée politiquement et la direction stalinienne du PAGES s'est efforcée de trouver de nouveaux alliés au sein du pouvoir pour constituer un front de résistance.

Mais Messaadia qui, à la tête de l'appareil du FLN depuis l'élimination de Yahyaoui, était censé représenter la tendance

boumédiéniste, a choisi le meeting syndical du 1er mai 1988 pour déclarer devant sa base politique potentielle que les réformes économiques sont le produit des décisions unanimes des Congrès et instances du FLN, et non pas l'initiative d'un groupe isolé.

Néanmoins, la mise en œuvre des réformes économiques piétine sur le terrain et Chadli, dans son discours du 19 septembre 1988, s'en est pris violemment aux responsables de ce freinage en déclarant l'irréversibilité du processus engagé. Le Congrès du FLN programmé pour le 10 décembre, apparaissait alors comme le cadre de légitimation définitive de la libéralisation économique et son nouveau point de relance.

De façon paradoxale, le récent soulèvement populaire qui est le produit direct d'une politique d'austérité et d'infithah que le FMI lui-même reconnaît comme plus ri-



Le Général Massu vu par Wiaz

la classe dirigeante s'efforce de présenter en permanence une façade unanime et ressère immédiatement les rangs face aux mobilisations populaires. Cependant, depuis le milieu des années 70 déjà, la question de l'infithah constitue la ligne de partage essentielle par rapport à laquelle se déterminent les différentes fractions. C'était particulièrement clair à la mort de Boumédiène, avec les deux candidatures rivales qui se sont neutralisées.

Depuis 1980, les partisans de l'infithah n'ont cessé de prendre du poids en engageant un processus mesuré de libéralisation économique, modulé en fonction de la conjoncture économique et des rapports de forces socio-politiques. Malgré son ralentissement temporaire dû aux émeutes de la jeunesse de Constantine et de Sétif en novembre 1986, ce processus a connu, depuis, son accélération la plus importante en rapport avec l'effondrement du

goureuse que ses propres programmes d'assainissement, vient renforcer Chadli à la veille du Congrès du FLN. Les réformes politiques qu'il envisageait mais n'osait pas encore avancer, comme par exemple la possibilité de lever l'exigence de la carte du FLN pour les candidats aux élections communales, ont toutes les chances d'apparaître au Congrès comme un mal inévitable.

Car, après le soulèvement populaire qui a définitivement sonné le glas de la légitimité du Parti et de l'armée, le relâchement du monopole politique du FLN sur la société est certainement le moins qu'il soit possible de concéder aux aspirations populaires à la démocratie.

Chadli vient de déclarer à une délégation de la ligue officielle des droits de l'Homme sa volonté de "promouvoir le cadre légal permettant à toutes les sensibilités de s'exprimer en toute démocratie".

Un tel projet ne peut que renforcer les partisans de l'infitah qui pourront se prévaloir d'une ouverture politique venant appuyer leurs réformes économiques.

### Pour une alternative socialiste

Après avoir assuré Chadli de sa solidarité durant la répression, l'impérialisme a clairement choisi son camp en réaffirmant que seul le libéralisme économique et politique peut sauver l'Algérie de la tourmente sociale qui menacerait ses intérêts stratégiques au Maghreb.

Mais, tout en arrachant le maximum de droits démocratiques, les masses ouvrières et populaires doivent réaliser qu'après l'échec patent du populisme et de son projet capitaliste d'Etat, la révolte violente de la jeunesse qui vient d'être réprimée dans le sang, est le produit direct de l'infitah de Chadli et de son exacerbation des contradictions sociales.

Les deux projets bourgeois ont montré leur incapacité à résoudre les problèmes sociaux les plus élémentaires. Et au-delà de la phase d'apaisement, le régime Chadli n'a pas les moyens de résoudre les problèmes de fond de la crise socio-économique dans laquelle il a plongé le pays.

La poursuite de son processus d'infitah ne peut que rendre les conflits sociaux de plus en plus explosifs. La cristallisation d'une alternative socialiste crédible, fondée sur l'indépendance de classe du prolétariat et l'auto-organisation des masses populaires, est de ce fait la seule perspective "réaliste" que les révolutionnaires doivent se fixer, s'ils veulent empêcher la bourgeoisie, dans l'impasse, d'utiliser les intégristes musulmans pour récupérer la révolte spontanée de la jeunesse. ■

Le 22 octobre 1988.

## EN BREF...



### AMERIQUE LATINE

#### De plus en plus pauvres

UN DOCUMENT préparé par le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), prouve qu'en Amérique latine, les pauvres deviennent vraiment de plus en plus pauvres, alors que les riches deviennent de plus en plus riches...

D'après ce rapport présenté à la première Conférence sur la pauvreté en Amérique latine, qui s'est tenue au mois d'août dernier à Cartagena (Colombie), à la suite d'une initiative lancée en 1986 par le Président colombien Virgilio Barco : de 1980 à nos jours, en huit ans, le nombre de pauvres en Amérique latine est passé de 130 à 165 millions, soit une augmentation de 27%. De 1960 à 1980, en vingt ans, il y avait eu une augmentation de 16%, le nombre de pauvres passant de 112 à 130 millions de personnes. Selon les estimations du PNUD, ils seront 240 millions en 1990, soit une augmentation de 45%.

Des critères très concrets ont été retenus pour définir la pauvreté : les sous-alimentés (40% des ménages) ; les chômeurs (44% de la force de travail est sans emploi ou sous-employée) ; les mal-logés (68% de tous les logements). Même les pays relativement plus riches sont touchés. En Argentine, un ménage sur cinq (7,6 millions de personnes) vit dans un logement surpeuplé, dans des conditions hygiéniques déplorables, n'a pas assez de revenus, et la scolarisation des enfants est insuffisante.

Parmi les pauvres, on peut distinguer cinq catégories : le secteur marginal, ceux qui ont hérité d'un état de "pauvreté chronique" ; les personnes touchées par la crise actuelle ; celles qui ont perdu leur emploi à cause de la disparition de certains secteurs économiques et l'introduction de technologies nouvelles ; les femmes et les enfants ; les populations indigènes ou d'autres couches soumises à des discriminations raciales, linguistiques, sociales ou historiques.

La situation des pauvres s'est aggravée avec la réduction drastique des investissements sociaux des dernières années. Le PNUD estime que la région a accumulé une dette sociale de 280 milliards de dol-

lars, soit 40 % du Produit national brut (PNB) régional. Il est évident qu'il est impossible de s'acquitter à la fois de cette dette-là et de la dette extérieure qui s'élève à 410 milliards de dollars, soit 58 % du PNB régional. ■

### DEBAT

#### Boukharine à l'honneur

UN COLLOQUE INTERNATIONAL sur la pensée de Boukharine s'est tenu du 10 au 13 octobre 1988 à Wuppertal (République fédérale d'Allemagne) sous l'égide de l'Université de cette ville.

Ce fut à tout point de vue un événement exceptionnel qui réunit une centaine d'universitaires de divers pays, notamment le professeur V. A. Koslov, de l'Institut pour le Marxisme-Léninisme d'Union soviétique ; le professeur Su Shaozhi, directeur en congé de l'Institut du Marxisme-Léninisme-Pensée Mao Zedong de Beijing ; les professeurs Moshe Lewin, Theodore Shanin, Sidney Heitman et Michal Reiman ; des représentants du printemps de Prague ; des dirigeants du Parti communiste ouest-allemand (DKP) ; des représentants de la gauche sociale-démocrate ouest-allemande et britannique ; la fille de Boukharine, le Dr. Gourvitch-Boukharina ; des soviétologues occidentaux ; des savants yougoslaves, hongrois, bulgares, tant officiels que venant de groupes informels ; ainsi que plusieurs représentants du courant marxiste révolutionnaire, dont Pierre Broué et Ernest Mandel.

Il faut rendre hommage aux organisateurs du colloque et notamment au camarade Theodore Bergmann, vieux militant du groupe Brandler en Allemagne, qui ont rendu possible une telle réunion, où des savants venus de Chine et d'Union soviétique ont pu débattre librement en présence de "trotskystes" et de sociaux-démocrates de gauche, chose qu'il n'avait pas été possible de faire depuis au moins 60 ans.

Tous les aspects de l'activité de Boukharine furent examinés de manière objective et critique, et les contradictions de sa pensée et de son action politique furent analysées.

D'un haut niveau scientifique, le colloque permit de découvrir des textes jus-

qu'alors inconnus de Boukharine, des échanges de lettres avec Lénine, des aspects peu connus de son activité à la tête du Komintern ou ses critiques acerbes, en termes voilés, du régime stalinien au cours de la dernière période de sa vie.

Mais la discussion était fatalement centrée sur la conception qu'avait Boukharine de la NEP et des rapports entre économie marchande et économie planifiée, ou plus exactement la place des mécanismes marchands dans la construction du socialisme.

Tous les points de vue purent s'exprimer sans exclusive et les débats furent très riches et entièrement libres malgré la pression de l'expérience historique et existentielle qui pesa incontestablement sur les participants venus des pays post-capitalistes. Certains participants au colloque avaient connu les camps nazis, le Goulag stalinien, les gèoles de la "révolution culturelle" ou les prisons impérialistes. Ce colloque fut animé d'un esprit résolument tourné vers l'avenir et optimiste quant aux possibilités de progrès pour l'avenir. Notre proposition qu'un colloque consacré à la pensée de Trotsky soit organisé de façon similaire fut applaudie par la salle. E.M.■

## AFRIQUE

### La peste des déchets

CONTRATS FRAUDULEUX camouflant les résidus en frêt utile, corruption de fonctionnaires et de gouvernements, décharge des fûts sur les plages, pollution des eaux et des terres sans surveillance, tels sont les ingrédients ordinaires du trafic de déchets toxiques en direction du Tiers-monde.

Pour l'organisation écologiste Greenpeace c'est "l'absence de mécanismes et de volonté de contrôle des résidus, par les pays producteurs, qui rend possible ce commerce clandestin".

La seule chose que les autorités exigent des entreprises qui exportent des déchets toxiques au moment de la sortie des cargos marchands contenant des fûts de résidus est un contrat signé par le gouvernement du pays de réception confirmant son acceptation du chargement.

Pour accorder l'autorisation de sortie, le cadre légal actuel considère comme valables des descriptions aussi générales que "matières organiques, ordures indus-

trielles ou matière inerte", ce qui comprend aussi les substances radioactives, souligne Greenpeace.

A Koko, localité de l'Etat nigérian de Bendel, on a récemment déchargé 4 000 tonnes de produits hautement toxiques. Le gouvernement nigérian a dénoncé le contrat dont il s'avéra que le signataire, l'importateur, lié à l'italien Ambrosini, chef de la "mafia des déchets", était le patron d'une entreprise de construction au capital italien, résidant au Nigéria depuis vingt ans "Ce dernier avait une licence de notre gouvernement pour importer huit catégories de marchandises, mais à la condition qu'elles n'aient pas de caractère toxique, radioactif ni explosif", affirme l'ambassadeur du Nigéria à Madrid.

Le navire Zanoobia, naviguant sous drapeau syrien, et qui transportait ces déchets a erré pendant 14 mois à la recherche d'un port acceptant cette cargaison mortelle. Il a finalement dû revenir à son port italien de départ, Carrare, où les hommes d'équipage de ce navire fantôme, qui commençaient à souffrir d'inflammations des pieds, de douleurs à l'estomac et de nausées dues à l'effet des toxiques transportés, ont obtenu la permission de débarquer et de se faire soigner.

Les substances reconnues par la législation européenne comme toxiques et dangereuses, métaux pesants, phénols, cyanures, composés organiques et inorganiques, organochlores, fertilisants, composés pharmaceutiques, etc., sont en général des produits qui ne se dégradent pas dans le milieu ambiant et causent de graves dommages à tous les êtres vivants.

Beaucoup gardent leur toxicité de façon permanente et peuvent provoquer des cancers et des altérations génétiques.

Deux autres cas connus concernent deux cargos allemands, le Karin B. et le Deep sea carrier qui naviguaient dans les eaux internationales après avoir tenté - en vain - de décharger au Nicaragua des résidus toxiques provenant d'industries européennes.

La Guinée équatoriale est récemment devenue un haut lieu de la mafia des déchets toxiques. Ainsi la petite île d'Annobon a vu arriver une escouade de prisonniers de droit commun, dont il s'avérerait aujourd'hui qu'ils sont chargés de construire l'infrastructure nécessaire au déchargement de milliers de tonnes de déchets toxiques. Un accord signé entre le Président Obiang et une entreprise nord-américaine, prévoit en effet de déposer 7 millions de tonnes de résidus en dix ans, dont certains suspects d'être radioactifs. Il semble qu'Obiang ait perçu 1,6 million de dollars rien que pour le premier envoi de ces déchets. Il est prévu une cargaison de 720 000 tonnes par an.

Certaines sociétés occidentales ont récemment reconnu qu'elles s'intéressaient à ce projet. Avec cet accord, la Guinée équatoriale fait désormais partie du groupe des pays africains, Bénin, Congo, Guinée Bissau, Gabon, Sénégal, Nigéria, Zimbabwe, Guinée Conakry et

## ETATS-UNIS

### Justice pour Mark Curtis

MILITANT SYNDICAL, membre du Socialist Workers Party (SWP) des Etats-Unis, organisation en solidarité avec la IVe Internationale, Mark Curtis fait l'objet d'une grotesque machination. La police de Des Moines (Iowa) l'accuse de tentative de viol et de vol sur une lycéenne noire de 15 ans. Le 14 septembre dernier, il a été reconnu coupable de violence sexuelle et de vol et risque une peine de 25 ou 35 ans de prison.

C'est le 4 mars que Mike Curtis a été arrêté. L'après-midi, il avait participé à une réunion contre la déportation de 17 immigrants latino-américains de son usine de Saleso. En rentrant en voiture ce soir-là, une jeune femme, se disant pourchassée par un homme, lui demanda de la reconduire chez elle. C'est alors qu'elle lui avait demandé de l'attendre sur le perron de son domicile que des policiers surgirent, arrêtant Curtis et l'accusant de tentative de viol.

Au commissariat, les flics le passèrent à tabac, lui cassant la mâchoire, avant de l'inculper... "pour voies de fait sur des policiers". Une accusation qui vient d'être abandonnée par le procureur.

Le passé de militant de Mark Curtis, son engagement et son rôle dans le mouvement syndical et le comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador, prouvent qu'il s'agit d'une machination. Seules ses activités politiques en font la cible des attaques du FBI et de la police.

Une campagne internationale se développe contre ce coup monté. Parmi des milliers de signataires, on trouve notamment Arthur Scargill, Leo Mnumzana (représentant de l'ANC à l'ONU), John Coneyers (représentant noir au Congrès américain), Loretta J. Ross (dirigeante de l'Organisation nationale des femmes), Susanna Ouénei (représentante du FLNKS en Nouvelle-Zélande), Juan Gonzales Rojas (membre de la Confédération sandiniste des travailleurs), ainsi que nos camarades Ernest Mandel et David Assouline.

Pour réussir à faire sortir Mark Curtis de prison, la campagne doit s'amplifier.

Ecrivez au comité de défense pour affirmer votre soutien :  
Mark Curtis Defence Committee, P.O. Box 1048, Des Moines, Iowa 50311,  
Etats-Unis.

Ecrivez à Mark pour le soutenir :  
Mario County Jail, Knoxville, Iowa 50138, Etats-Unis.

Afrique du Sud, qui se sont transformés en dépotoirs d'ordures toxiques et dangereuses en provenance des pays développés, dans beaucoup de cas contre leur volonté... et toujours à l'insu de leurs populations. ■

## JAPON

### Deux militants de la LCR toujours en prison

DEUX MILITANTS de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section japonaise de la IVe Internationale, arrêtés en 1978 pour leur rôle dans les protestations contre l'extension de l'aéroport de Narita, sont toujours en prison. Il s'agit de Watada Kumeo et Mayeda Michiko, condamnés respectivement à 12 et 10 ans de prison.

La campagne contre la destruction de la communauté paysanne de Sanrizuka, pour faire place à l'aéroport de Narita avait culminé dans une grande manifestation le 26 mars 1978. Plus d'une centaine de personnes avaient été arrêtées à cette date et condamnées à un an de prison. Mais la bourgeoisie japonaise a choisi de s'acharner sur seize d'entre elles, qui avaient occupé la tour de contrôle. Sur ces seize, dix étaient membres de la LCR japonaise (voir *Inprecor* numéro 71 du 6 mars 1980 et numéro 129 du 28 juin 1982). Quatorze d'entre elles avaient été condamnées à des peines de 4 à 7 années de prison. Les dernières viennent d'être relâchées. Toutes ont résisté aux pressions et ont repris le combat. Seuls Watada et Mayeda restent emprisonnés.

L'Etat japonais a voulu faire un exemple. Il leur a infligé de lourdes condamnations, malgré les 130 000 signatures réclamant leur liberté, et les maintient à la prison de Fuchu, à Tokyo, et à la prison de Yokohama, dans des conditions de détention sévères : cellules d'isolement sans journaux ni livres en cas de désobéissance aux officiers ; salaire très bas ; et une seule visite par mois, pour trois membres de la famille au maximum est autorisée. Une campagne a été menée pour élargir leur droit de visite et leur permettre de recevoir des lettres envoyées par d'autres que leur famille. Elle a été reprise par le Centre Kyuen Renraku (pour la défense des droits civils) ainsi que par de nombreuses personnalités universitaires et syndicales, des avocats et écrivains. Mais l'Etat n'a pas cédé. Pour marquer sa solidarité avec les deux emprisonnés, la LCR a élu Watada à son Comité central lors de son congrès de 1987.

Entre-temps, la lutte contre l'aéroport s'est poursuivie. Elle est aujourd'hui renforcée par le mouvement écologique qui s'est développé massivement au Japon dans les années 80, en opposition au

**LEON TROTSKY**

Il y a 50 ans  
Trotsky fondait  
la Quatrième  
Internationale  
pour lutter contre  
le capitalisme et  
le stalinisme

Aujourd'hui,  
où est-elle,  
que fait-elle ?

**RASSEMBLEMENT**  
samedi 10 décembre  
14h - 24h  
à LSC, 144 Avenue  
du président Wilson  
La Plaine St Denis (93)

Débats, exposition, films, bal,  
meeting avec des militants,  
des délégations étrangères,  
des personnalités...  
et la présence de 'Esteban Volkov,  
petit fils de Trotsky

**LCR**  
**JCR**

vaste programme d'implantation de centrales nucléaires. Des comités contre la pollution des denrées alimentaires ont pris contact avec les paysans de Sanrizuka et créé des coopératives d'achat. Ces nouveaux militants apprennent l'histoire de ceux qui les ont précédés dans ces luttes. Le gouvernement prévoit d'agrandir encore les pistes et les installations de l'aéroport ; une nouvelle tranche de construction démarrera en 1989. Les paysans et leurs alliés restent déterminés à combattre cette nouvelle agression contre leur communauté et contre l'environnement des habitants de Tokyo. On peut envoyer des messages de solidarité à la section japonaise, qui fera suivre :

JRCL, Shinjidaisha, Shiba 5-13-17  
Minatoku, Tokyo, Japon ■

## EUROPE

### Conférence automobile

A L'INITIATIVE de la IVe Internationale, une conférence européenne des travailleurs de l'automobile s'est réunie à Paris les 15 et 16 octobre ; elle a rassemblé des délégations de travailleurs de l'automobile d'Autriche, de Belgique, de l'Etat espagnol, de France, de Grande-Bretagne, de Hollande, d'Italie, d'Allemagne et de Suède. Une délégation de militants du Socialist Workers Party des Etats-Unis était également présente.

En ce début d'octobre, l'automobile était à la "une" de l'actualité en France : le salon de l'automobile 1988, baptisé cette année "Mondial de l'automobile" avait drainé près de deux millions de visiteurs et occupé une grande place dans les médias ; au même moment, à l'usine Renault du Mans, un atelier de 300 per-

sonnes en grève, paralysait pratiquement l'ensemble des usines Renault pendant quelques jours.

Simple coïncidence, puisque la date de la conférence avait été fixée il y a plus d'un an, mais ces deux événements préfiguraient et mettaient en relief les axes qui ont guidé la réflexion de ce week-end riche et studieux.

Malgré les déclarations satisfaites des constructeurs français sur les écrans de télévision et dans la presse, la concurrence s'annonce de plus en plus féroce entre constructeurs du monde entier, notamment japonais et américains, pour conquérir le marché européen (le seul des marchés qui soit à la fois solvable et non saturé). La restructuration de ces dernières années qui a bouleversé le secteur automobile et permis de dégager d'énormes profits n'est pas achevée.

Pourtant, en même temps, la lutte des travailleurs du Mans pour l'augmentation de leur pouvoir d'achat, montrait la vulnérabilité de la nouvelle organisation du travail dans les usines automobiles.

L'introduction des méthodes japonaises du flux tendu qui tend à supprimer tous les stocks, rend particulièrement efficaces les grèves sectorielles, puisque la rupture de stock est immédiate. Dans un contexte où, malgré de dures attaques, le patronat n'a pas encore réussi à "mettre au pas" les travailleurs, la "japonisation" des méthodes de travail laisse des failles dans le processus de fabrication.

La conférence a permis de prendre conscience de l'ampleur des attaques qui vont continuer pour la redistribution des cartes entre constructeurs de l'automobile à l'échelle mondiale. De manière contradictoire, elle a redonné espoir dans les possibilités de riposte, par un échange d'expériences et d'informations, par une mise à jour des faiblesses de l'organisation de la production pour une amorce de coordination. Plus que jamais, alors que se prépare le marché unique européen de 1992, et que s'accélère la concentration internationale des firmes automobiles, le développement d'une coordination et d'une solidarité internationales s'impose. Cette conférence a été un premier pas en ce sens. ■

